

www.e-rara.ch

Récit des derniers événements survenus en Suisse, par suite de l'appel des Jésuites à Lucerne et de l'Alliance Séparée (Sonderbund) fondée le 14 septembre 1845, aux Bains de Rothen entre les cantons ...

Leuthy, Johann Jakob

Berne, 1848

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 26969

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-64201>

Rapport général du commandant en chef des troupes fédérales sur l'armement et la campagne de 1847.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelnformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

RAPPORT GÉNÉRAL

DU

COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES FÉDÉRALES

SUR L'ARMEMENT ET LA CAMPAGNE DE 1847.

Première partie.

HISTORIQUE.

Les circonstances qui ont obligé la diète à ordonner un armement sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici.

Le 21 octobre 1847 elle procéda à l'élection d'un commandant en chef et d'un chef d'état-major; Messieurs les colonels fédéraux Dufour, de Genève, et Frei-Herosé, d'Aarau, furent appelés à ces hautes fonctions.

Trois jours après, le 24 octobre, la diète décréta que le corps de troupes qui serait mis à la disposition du commandant en chef serait de la force de cinquante mille hommes et que l'état-major fédéral serait promptement complété.

Le commandant en chef fut invité à en faire la répartition et à les employer au rétablissement de l'ordre partout où il serait troublé et au maintien de l'autorité de la Confédération et de son indépendance. Il choisit, sur la présentation du conseil fédéral de la guerre: pour adjudant-général, Monsieur le colonel fédéral Zimmerli, de Berne, et pour commandants des six divisions qui devaient être formées Messieurs les colonels fédéraux Rilliet, de Genève, Burckhardt, de Bâle, Donatz, de Sils, Ziegler, de Zurich, Gmür, de Schânis, et Luvini, de Lugano. Monsieur

le colonel fédéral d'Orelli, de Zurich, fut appelé au commandement de l'artillerie, Monsieur le lieutenant-colonel Gatschet, de Berne, à celui du génie, et Monsieur le lieutenant-colonel de Linden, à celui de la cavalerie.

Déjà le commissaire des guerres en chef, Monsieur le colonel fédéral Abys, de Coire, et les chefs des diverses branches du commissariat avaient été appelés en activité de service.

Il fit connaître sa nomination aux troupes par la proclamation suivante datée du 26 octobre :

„Soldats confédérés !“

„La haute Diète, réunie à Berne, a décrété la mise sur pied de l'armée fédérale pour maintenir l'ordre intérieur, les droits de la Confédération et son indépendance. Elle m'a fait l'honneur de me désigner pour en prendre le commandement. Je viens donc me mettre à votre tête plein de confiance dans votre patriotisme et votre dévouement.“

„Etant appelés à occuper des cantonnements plus ou moins resserrés, dans une saison avancée, sachez vous contenter de ce que l'habitant peut vous offrir. Ne soyez pas exigeants, évitez les offenses et les mauvais traitements; on ne doit jamais se les permettre, pas même en pays ennemi.“

„Je vous recommande par dessus tout la discipline comme le plus grand de vos devoirs. Sans discipline il n'y a pas d'armée. C'est par leur discipline autant que par leur vaillance que vos ancêtres ont remporté de si éclatantes victoires et se sont acquis une si haute renommée. Il faut les imiter en cela, comme en toutes choses.“

„Songez que l'étranger a les yeux sur nous. Montrez-lui que les citoyens suisses, dès qu'ils sont sous le drapeau fédéral, n'ont plus qu'une pensée, celle de bien servir la commune patrie.“

„Soldats! Je m'efforcerai de mériter votre confiance; vous pouvez compter sur moi.“

L'organisation des divisions et des brigades éprouvait d'assez grandes difficultés. Cependant elle se fit :

La première division, sous le commandement du colonel Riliet, ayant pour le premier moment son quartier-général à Echallens, devait occuper provisoirement Yverdon, Aubonne, Morges, Lausanne et Vevey, avec le territoire intermédiaire.

La seconde division, commandée par le colonel Burckhardt, avait son quartier-général à Berne et son rayon entre l'Aar et l'Emme.

La troisième division, sous le général Donatz, occupait le pays entre l'Emme et la Wigger; son quartier-général était à Soleure.

La quatrième division, commandée par le colonel Ziegler, avait ses troupes entre la Wigger et la Reuss, quartier-général à Arau.

La cinquième division, sous le colonel Gmür et quartier-général à Zurich, avait pour rayon tout le pays compris entre la Reuss et le lac de Zurich, ainsi que la rive droite jusqu'à Winterthour et Rapperschwyl.

La sixième division, commandée par le colonel Luvini, avait à occuper les cantons du Tessin et des Grisons; son quartier-général était à Bellinzona.

Outre ces divisions, il y avait trois brigades d'artillerie de réserve sous les ordres du lieutenant-colonel fédéral Denzler; et la plus grande partie de la cavalerie fut réunie en trois brigades, chacune de trois escadrons, et cantonnée dans les environs de Soleure.

Le commissariat des guerres déployait une grande activité pour fournir l'armée de tous les approvisionnements nécessaires; il faisait de tous côtés des achats de grains, soignait la mouture du blé, s'assurait en différentes villes des fours nécessaires pour la cuisson, organisait ses moyens de transport, etc.

Le médecin en chef, de son côté, réglait le service sanitaire; préparait ses ambulances et approvisionnait quelques hôpitaux militaires des objets les plus indispensables.

Sur ces entrefaites, les sept cantons de l'alliance séparée quittèrent la diète, et toute espérance de conciliation et de rapprochement fut ainsi détruite. En conséquence, la haute diète décréta, le 4 novembre 1847, que l'arrêté du 20 juillet précédent portant la dissolution de l'alliance, serait mis à exécution, et elle publia une proclamation à l'armée fédérale pour lui démontrer la nécessité de l'arrêté et pour exprimer la conviction où elle était qu'elle trouverait partout le concours nécessaire à cette exécution.

Dès lors le commandant en chef ne pouvait plus porter exclusivement son attention sur le maintien de l'ordre légal dans les cantons, comme le prescrivaient ses premières instructions; la tâche s'agrandissant, il dut méditer un plan d'attaque, concentrer l'armée et se disposer à opérer, dès le début, avec de grandes masses, pour ôter aux adversaires tout espoir de résistance efficace et assurer, autant que possible, le succès des opérations sans une trop grande effusion de sang.

Pour mieux l'obtenir, la haute diète avait mis à la disposition du commandant en chef les réserves et les landwehrs cantonales convenablement organisées et pourvues de chefs de divisions et de brigades, ainsi que toute l'artillerie disponible. Les forces de l'armée en furent presque doublées; on ne saurait trop louer les efforts que firent à cette occasion et le zèle que déployèrent, tant les autorités militaires cantonales, que

les miliciens qui durent se préparer à prendre une part active à la lutte. Dans ces circonstances le commandant en chef crut devoir parler encore à l'armée qui lui était confiée pour lui faire connaître ses intentions; il le fit en ces termes:

„Soldats confédérés!

„Après la proclamation qui vous a été adressée par la diète elle-même, je n'ai que quelques mots à vous dire dans ce moment solennel.“

„C'est pour faire exécuter les décrets de l'autorité suprême de la Suisse que vous êtes appelés à sortir de vos cantonnements. Elle a déployé la bannière nationale, sous laquelle tout confédéré doit se rallier; n'oubliez pas que votre devoir le plus sacré est de la défendre de toute votre énergie et au prix de votre sang.

„Le pays réclame aussi votre intervention et le secours de vos bras pour le tirer d'un état d'incertitude et d'angoisses qui ne saurait se prolonger sans causer une ruine générale. Il compte sur votre dévouement; vous ne tromperez pas son attente.

„Soldats! Il faut sortir de cette lutte, non-seulement victorieux, mais encore sans reproches; il faut qu'on puisse dire de vous: ils ont vaillamment combattu quand il le fallait, mais ils se sont montrés partout humains et généreux.

„Je mets donc sous votre sauvegarde les enfants, les femmes et les ministres de la religion. Celui qui porte la main sur une personne inoffensive se déshonore et souille son drapeau. Les prisonniers, et surtout les blessés, méritent d'autant plus vos égards et votre compassion, que vous vous êtes souvent trouvés avec eux dans les mêmes camps.

„Vous ne ferez aucun dégât inutile dans les campagnes, et vous saurez supporter les privations momentanées que la saison peut amener malgré les soins qui seront pris pour fournir à vos besoins. Vos chefs les partageront avec vous; écoutez leur voix et suivez l'exemple qu'ils vous donneront. Il y a souvent plus de mérite à supporter les fatigues et les privations de la vie militaire, qu'à déployer du courage sur un champ de bataille.

„Mais si tout se passe comme je l'espère, la campagne ne sera pas longue, et vous rentrerez dans vos foyers avec la satisfaction d'avoir accompli une grande mission et rendu à la patrie un service signalé, en la remettant en position de faire, au besoin, respecter son indépendance et sa neutralité.“

Les communications avec les cantons séparés avaient été rompues. La tenue et l'esprit de l'armée, les efforts du commissariat des guerres pour la fourniture des vivres pouvaient rassurer le commandant en chef; il ordonnait la concentration d'un corps d'armée nombreux et de la grosse

artillerie de réserve pour marcher sur Fribourg, en laissant une force imposante dans la Suisse orientale et contre Lucerne, pour repousser toute attaque qui serait dirigée de ce côté. Ce corps devait se tenir sur une défensive absolue, pendant que le premier agirait offensivement du côté opposé. La division n° 1 eut aussi l'ordre d'organiser une forte brigade d'observation contre le Valais, et il fut pourvu aux garnisons de Bâle et de Genève, tandis que la division n° 6 observait ce qui pouvait se passer autour des cantons du Tessin et des Grisons.

L'armée active fut, en ce moment, renforcée d'une division bernoise sous le commandement de Monsieur le colonel Ochsenbein; elle prit le n° 7.

Pendant que cette organisation s'effectuait arriva la nouvelle que, dès le 3 novembre, c'est-à-dire avant même que la diète eût prononcé son arrêté de dissolution, un détachement des troupes d'Uri avait forcé la frontière du Tessin au Saint-Gothard et poussé jusqu'à Airolo. Repoussé de là, ce détachement conserva néanmoins le bâtiment de l'hospice. Le commandant en chef, fidèle à son plan et ne voulant pas se laisser détourner de l'objet principal, ne permit pas la reprise du Saint-Gothard, dont le succès lui paraissait d'ailleurs douteux, vu le peu de troupes dont pouvait disposer, en ce moment, le commandant de la division n° 6.

L'armée fédérale devait s'attendre à une forte résistance devant Fribourg : un chef expérimenté commandait des bataillons bien exercés, renforcés par plusieurs bataillons de landwehr et des corps nombreux de landsturm. On estimait à 11 ou 15 mille hommes la force de toutes ces troupes réunies. Mais, outre cela, les accès de Fribourg avaient été rendus très-difficiles par de nombreux abattis, des mines et des fortifications de campagne dont quelques-unes étaient très-imposantes.

Le commandant en chef, après avoir examiné toutes ces choses autant qu'il le pouvait d'après des renseignements plus ou moins incomplets, se décida à diriger l'attaque principale du côté de l'ouest, où les chances de succès lui parurent plus grandes. Il destina à cette attaque les divisions 1re et 2e, deux brigades supplémentaires tirées de la division n° 3, et l'artillerie de réserve. En même temps la division n° 7 devait rester de l'autre côté de la Sarine, pour y faire diversion par de fausses attaques, pendant que l'effort principal aurait lieu contre les redoutes de la rive gauche et contre la ville elle-même.

Les ordres furent donnés en conséquence :

La division n° 1, formant l'aile droite, concentrait sa 4e brigade entre Villeneuve et Bex pour garder les rives du Rhône et empêcher les Valaisans de se porter au secours de Fribourg. La première brigade

devait se rassembler le 9 novembre à Vevey, marcher le 10 à Châtel-Saint-Denis, le 11 à Bulle, le 12 devant Fribourg. La seconde brigade devait quitter Moudon, son lieu de rassemblement, le 10, avancer le 11 à Romont, le 12 devant Fribourg. La troisième brigade enfin, qui avait Payerne pour lieu de rassemblement, recevait l'ordre de quitter Payerne le 12 pour se porter ce même jour devant Fribourg. Cette même brigade devait, dès le 10, occuper et désarmer le district d'Estavayer.

Le front d'opération de ces trois brigades s'étendait depuis la Glane, où elle se jette dans la Sarine, jusqu'à Belfaux.

La *seconde division* avait sa première brigade stationnée à Neuenegg; elle dut marcher le 12 par Laupen sur Fribourg. La seconde brigade dut quitter Gümminen, où elle se rassemblait le 11, et, le lendemain, marcher sur Fribourg. La troisième brigade devait marcher le 11 sur Morat et avancer le 12 devant Fribourg.

Le front d'opération de cette division s'étendait depuis Belfaux jusqu'à la Sarine, au-dessus de la ville de Fribourg.

Les *deux brigades détachées* étaient destinées à couvrir la grosse artillerie et à former la réserve de l'armée. Elles avaient l'ordre de se porter le 12 d'Aarberg sur Morat et Avenches et d'avancer le 13 avec l'artillerie devant Fribourg en seconde ligne.

La *grosse artillerie* ou artillerie de réserve, devait se rassembler le 11 aux environs de Gümminen, marcher le 12 sur Avenches et arriver dans la matinée du 13 devant Fribourg.

Le *grand quartier-général* devait se trouver le 12 à Grolley.

La *division de réserve bernoise* reçut l'ordre de couvrir Berne avec une partie de ses troupes, dont quelques détachements avaient à se porter dans l'Oberland pour observer les passages contre le Valais, le Susten et le Brünig; de faire le 12, avec une autre partie, de fausses attaques contre le canton de Fribourg, depuis Schwarzenbourg et Albligen, et de porter le gros de la division le même jour (12 novembre) à Neuenegg et Laupen pour avancer de là avec précaution, sur le canton de Fribourg, dans le but d'y jeter l'alarme sans risquer un engagement sérieux et sans aller trop loin. Chaque brigade de l'armée avait un chariot d'outils, des haches surtout, un cric, un passepartout, des leviers et un chariot avec des poutrelles, plateaux et cordages pour rétablir les ponts et se débarasser des abattis.

Indépendamment de ces ordres précis, transmis par le chef d'état-major aux commandants de division, le général leur adressa des recommandations générales sur la conduite à tenir envers les habitants, les prisonniers, les otages, les blessés; pour éviter, autant que possible, tout ce qui pourrait aggraver les maux de la guerre.

Il leur prescrivit aussi de marcher avec ordre et précaution, d'établir un bon service d'avant-garde, d'occuper militairement le terrain en arrière, mais de n'engager aucune attaque sérieuse sans un ordre formel du commandant en chef.

La grande manœuvre, par laquelle devait s'opérer la concentration des troupes sous les murs de Fribourg, fut exécutée avec la plus grande régularité et réussit parfaitement.

La première brigade de la première division quittait ses cantonnements de Vevey le 10 novembre et entra en deux colonnes dans le canton de Fribourg; un bataillon passait par le pays Roman d'en haut à la Tine; le reste marchait sur Châtel-Saint-Denis et Semsales, où furent établis les avant-postes. Le lendemain cette brigade entra à Bulle sans coup férir et sans trouver d'obstacles sérieux. Un détachement de volontaires vaudois, qui avait passé par le col Jaman, avait tourné les obstacles que le bataillon de l'extrême droite rencontra près de la Tine dans la Haute-Gruyère. Les deux colonnes se réunirent à Bulle; les avant-postes furent poussés jusqu'à Wuippens; le 12 enfin la brigade avança jusqu'à Villars-sur-Matran et Avry, établit son avant-garde à Matran, son arrière-garde à Écuvillens.

La deuxième brigade de la même division, après avoir pris possession le 7 novembre de la préfecture fribourgeoise de Surpierre dont elle opéra le désarmement sans résistance, partit le 11 de Moudon, où était le quartier-général, et se porta sur Rue et Romont, où elle entra le soir sans résistance. Le lendemain 12 elle continua son chemin sur Matran en laissant un détachement à Romont.

La troisième brigade occupa le district d'Estavayer, marcha de là sur Payerne étendant son aile gauche jusqu'à Avenches. Elle occupa Montagny le 11 et s'avança le 12 par Seedorf jusqu'à Avry, Corminbœuf et Belfaux. Les abattis qu'elle trouva sur son chemin, n'étant point défendus, n'avaient pas retardé sensiblement sa marche.

Le quartier-général de la division avait été le 10 à Moudon, le 11 à Romont; il fut le 12 à Matran.

La division avait donc atteint sa position au moment fixé, elle établit une parfaite communication entre ses différents corps, plaça ses avant-gardes et ses réserves. Les troupes, ainsi concentrées, étaient obligées de bivouaquer; elles le firent avec beaucoup d'intelligence et de résignation, malgré la fraîcheur et la longueur des nuits. Presque tous les villages fribourgeois qu'elles avaient passés étaient abandonnés par toute la population virile et la plupart des femmes et des enfants. Cet abandon aggravait la position du militaire, parce qu'on manquait de tous les besoins pour un bivouac. On tâchait de se procurer le nécessaire aussi

bien que possible et si on se vit contraint de prendre ce qu'il fallait, on ne le fit que parce qu'il n'y avait personne pour le vendre ou le donner.

La seconde division avait aussi accompli sa tâche. Sa première brigade quittait Berne et ses environs le 8 et se concentrait derrière la Singine, entre Neuenegg et Laupen, opération qui fut terminée le 11 novembre. Le mouvement avait été exécuté avec lenteur pour cacher à l'adversaire le vrai projet d'attaque et lui faire croire qu'on comptait entrer dans le canton de Fribourg avec une forte colonne, par la route de Berne.

Mais, le matin du 12, la première brigade, avec une batterie d'artillerie, une compagnie de sapeurs et une demi-compagnie de cavalerie, passait la Sarine par le pont de bateaux près de Laupen, et marchait par Gurmels et Viviers à Pansier derrière la Sonnaz, où elle prit son quartier-général en étendant son aile gauche jusqu'à la Sarine qu'elle avait longée dans sa marche. Cette brigade avait été arrêtée à vingt minutes en-deçà de Pansier par un fort abattis qu'elle ne put éloigner qu'avec beaucoup de peine et sans pouvoir rendre le chemin praticable pour l'artillerie, laquelle fut donc obligée de joindre, par un grand détour, la route de Morat.

La seconde brigade, arrivant de l'Emmenthal, fut le 9 à Berne, le 11 à Gümminen, et marcha le 12, avec deux batteries d'artillerie, à Morat, en suivant la troisième brigade qui y avait passé la nuit. En effet, cette troisième brigade avait quitté Büren le 9, et s'était dirigée sur Morat, où elle entra le 11 sans coup férir. Le 12 elle continua son chemin sur Fribourg et ne rencontra aucun obstacle jusqu'à Courtepin, où la route était fermée par un abattis et menacée par une mine à un endroit fort resserré. Un courageux sapeur gravit l'abattis et arracha la mèche fumante de la mine. La brigade, sans éprouver d'autre résistance et après avoir été rejointe par la deuxième, poursuivit son chemin jusqu'à Pansier et Belfaux, tandis que la seconde brigade prit ses bivouacs à la Corbaz. La majeure partie de l'artillerie de la division parquait en arrière de Pansier. Les deux colonnes de la division, celle qui avait suivi la Sarine, et celle qui avait passé par Morat, débouchaient presque au même moment dans la vallée de la Sonnaz. Avant la nuit du 12 on avait pu opérer la jonction avec la première division et placer les avant-postes; le landsturm fribourgeois se montra de temps en temps, il y eut quelques coups échangés et on fit plusieurs prisonniers. L'état-major de division avait établi son quartier-général à Pansier au milieu de la ligne.

L'artillerie de réserve arriva le 12 à Avenches où le parc fut établi, tandis que les hommes et les chevaux cantonnaient dans le voisinage.

Une des brigades détachées de la division n° 3, placée sous le commandement du colonel fédéral Müller, de Zug, avançait le 12 jusqu'à Avenches et environs pour former le lendemain la garde de l'artillerie de réserve. L'autre brigade détachée, commandée par le colonel fédéral Hauser, arrivait le 12 à Morat et y passait la nuit.

Le général en chef avec son état-major, escorté par une compagnie de cavalerie vaudoise, arrivait à Avenches le 12 à 11 heures du matin dans l'intention de se porter à Grolley le même jour; mais comme il ne trouva dans cette ville aucune troupe d'infanterie et qu'on lui dit que les bois étaient remplis de landsturm, il crut devoir retourner à Morat, pour prendre le lendemain la route de Courtepin que devait suivre la deuxième brigade détachée. Dans la nuit, il envoya à Fribourg un officier, porteur d'une sommation, dans le but d'épargner, si possible, l'effusion du sang.

Le commandant de la division de réserve bernoise avait concentré ses troupes le 10 et le 11 sur la rive gauche de l'Aar, entre Thurnen, Kehrsatz et Berne, détaché le 11 un bataillon à Schwarzenbourg pour occuper les passages de Gouggisberg et d'Albligen, et fait marcher ses autres troupes, dans la nuit du 11 au 12, en deux colonnes, sur Neueneegg et Laupen.

La première brigade, avec une batterie d'artillerie et deux compagnies de carabiniers, bivouaqua à Neueneegg; la troisième et la quatrième brigade à Laupen. Une brigade, moins le bataillon, qui se trouvait à Schwarzenbourg, gardait la ville de Berne. L'armée fédérale cernait donc le soir du 12 novembre la ville de Fribourg et telles étaient ses positions :

La première division, avec son quartier-général à Matran, occupait l'espace entre la Sarine et Belfaux; la seconde division, avec son quartier-général à Pansier, bivouaquait depuis Belfaux à la Sarine au-dessus de Fribourg. L'artillerie de réserve, avec les deux brigades de réserve d'infanterie, se trouvait à Avenches et Morat, où était aussi le grand quartier-général. La division de réserve bernoise bloquait les frontières du canton de Fribourg du côté de Berne et de Schwarzenbourg.

Le 13, avant le jour, le général avec son état-major, quitta Morat pour se rendre à Belfaux et à Grolley.

Le temps était pluvieux, mais néanmoins les soldats étaient gais et ne semblaient avoir souffert en rien du bivouac qu'ils venaient de passer.

Les villages de Pansier, la Corbaz et Belfaux, par lesquels il fallait passer, ne communiquent entre eux que par des chemins et sentiers à peine frayés et très-escarpés sur la berge de la Sonnaz. La route de Belfaux se trouve de l'autre côté de la Sonnaz, au pied de l'autre berge. Ce

dernier revers est presque partout boisé, et les bois étaient occupés par le landsturm, de manière que la communication ne put être établie avec Belfaux que par les mauvais sentiers sus-mentionnés. En arrière des bois du flanc méridional, sur des hauteurs plus rapprochées de Fribourg, se trouvaient les fortifications qui défendaient la ville. Le terrain, entre Belfaux et Cormanon, n'est pas moins accidenté; il est couvert en plusieurs endroits de bois fort épais; partout les chemins de communication sont à peine praticables. Ce fut par un fort mauvais sentier, et à travers des marais, où les chevaux s'enfonçaient, que le grand état-major, avec sa compagnie de cavalerie, put enfin arriver à Belfaux.

A peine avait-on mis pied à terre pour faire reposer un peu les chevaux, qu'il arriva un parlementaire fribourgeois demandant, de la part du gouvernement de Fribourg, un armistice jusqu'au lendemain matin à 7 heures, pour que le conseil d'État pût se compléter en appelant dans son sein ceux de ses membres qui se trouvaient à l'armée et pour délibérer avec eux sur la sommation qui lui avait été adressée.

Cet armistice fut accordé, le général comptait l'employer aussi à terminer ses dispositifs, pour le cas où une attaque eût été nécessaire.

Les ordres pour annoncer l'armistice aux différents corps furent expédiés, et l'état-major se rendit ensuite à Grolley. On trouva ce village occupé par un bataillon bernois mais abandonné par les habitants. Il n'offrait aucune ressource; il fallut même envoyer à Avenches chercher des chandelles: précaution indispensable dans une nuit aussi longue, sans clair de lune et pendant la durée de laquelle on avait à craindre les alertes du landsturm.

Cependant l'artillerie de réserve était arrivée au complet par Domdidier. Dans sa marche elle eut à franchir plusieurs obstacles qui ne purent l'arrêter. Elle vint parquer en avant de Grolley, à gauche de la route de Fribourg, près du château de la Rosière; les deux brigades de réserve la suivaient, celle du colonel Müller prit son bivouac à proximité de l'artillerie, celle du colonel Hauser poussa jusqu'à Belfaux et bivouaqua derrière ce village.

Les dispositions pour l'attaque du lendemain 14 novembre eurent pour but d'envelopper les positions de l'ennemi lesquelles bien que judicieusement choisies et fortement retranchées, devaient finir par céder à une artillerie plus nombreuse et d'un plus gros calibre; elles furent les suivantes: A la lisière du bois de Cormanon, vis-à-vis de la redoute dite de Bertigny, devait être construit pendant la nuit un retranchement pour recevoir quatre pièces de six à côté desquelles seraient placées encore deux pièces de canon de douze et deux obusiers de vingt-quatre. Ces batteries ouvrent le feu et l'infanterie de la première division se

tient prête à se jeter sur la redoute au moment convenable ou à la tourner par la gorge. Elle doit s'efforcer d'acculer l'ennemi dans l'angle formé par la ville et la Sarine.

Deux batteries de canons de douze avancent sur la route de Belfaux, prennent position en avant de ce village et un peu à gauche pour diriger leur feu sur le fort n° 2 ou du Quindzet. Deux batteries de canons de douze et une batterie d'obusiers de vingt-quatre se rendent à Pansier et de là, en suivant la route de Morat, à Grange-Paccot, d'où elles battent la redoute n° 3 de Tori ou de Bonnefontaine.

Tous les boulets dépassant les forts, frappent le terrain en arrière jusqu'à la ville et forment un feu croisé qui balayera nécessairement en peu de temps tout cet espace.

La première brigade de la deuxième division doit devancer l'artillerie de réserve et emporter Grange-Paccot, ensuite elle s'étend à gauche jusqu'à la Sarine. La seconde brigade avance tout droit par un chemin parallèle à la route de Morat et pratiqué entre deux des bois qui couvrent le revers de la colline sur l'autre bord de la Sonnaz. La troisième brigade se porte en avant de Belfaux pour soutenir l'artillerie ou l'infanterie suivant le besoin. L'artillerie des divisions cherche des positions favorables et opère de manière à appuyer l'infanterie dans ses mouvements ou à joindre son feu à celui de l'artillerie de réserve.

Tels furent les arrangements pour le lendemain; en attendant, les soldats préparaient leur bivouac pour la seconde nuit; le temps s'étant amélioré, les distributions de vivres purent se faire avec plus de régularité, et la confiance régnait partout.

Le commandant du génie s'était rendu auprès du commandant de la première division, pour diriger en personne la construction du retranchement en avant de la lisière de Cormanon. Un parlementaire fribourgeois vint à Villars demander au commandant de cette division un armistice d'une heure, alléguant pour motif de sa démarche que son gouvernement était en négociation avec le général. Cet armistice ne fut accordé qu'à condition que le landsturm quitterait le bois de Cormanon, condition qui d'ailleurs n'était plus nécessaire puisque ce bois venait d'être occupé par un bataillon fédéral. Cependant le flanc droit de la division fut inquiété par du landsturm placé dans un bois très-rapproché de Villars et qui se lie au bois de Péraulés.

Les ordres furent donnés de le balayer et le commandant de la division retournait à Matran. Arrivé là il reçut la nouvelle de l'armistice accordé par le général jusqu'à 7 heures du lendemain et il expédia les ordres à sa division de ne pas dépasser ses positions. Malheureusement

cet ordre ne put pas, à cause des distances et de la nature des chemins, arriver partout en temps opportun.

Les avant-postes se trouvant trop rapprochés de la redoute de Bertigny, deux officiers de l'armée eurent, à ce sujet, une explication avec le commandant du fort. Ils se retirèrent chacun de son côté. Mais avant que nos officiers fussent hors de portée, ils reçurent une décharge de l'ouvrage; les carabiniers fédéraux ripostèrent, le canon gronda, et l'action se trouva engagée. Le bataillon Bolens s'avança sous la conduite du commandant de brigade et flanqué de la compagnie Eytel qui répondait aux landsturms placés dans un bois sur la gauche. Cette troupe montra beaucoup de bravoure; elle s'avança jusqu'au bord du fossé qu'elle ne put pas franchir et le bruit, qui venait de se répandre, que le fort était miné l'obligea à se retirer et à reprendre ses positions. Elle eut sept hommes tués et une cinquantaine de blessés. Cette perte est bien regrettable puisqu'elle était sans nécessité. On peut accuser nos troupes de trop de témérité; mais cela même prouve le cas qu'on en doit faire pour une action sérieuse; et du moins on ne peut pas leur reprocher d'avoir violé un armistice dont elles n'avaient aucune connaissance quand l'attaque a commencé. Il y a eu de la fatalité dans cette affaire, et il paraît que ce sont des coups de fusil partis d'un bois voisin qui ont fait croire aux défenseurs de la redoute qu'ils étaient tournés et allaient être pris par la gorge et les ont engagés à commencer le feu. C'est du moins ce qui résulte de l'enquête ordonnée par le commandant en chef qui fut bien personnellement affecté de cette échauffourée.

Le reste de la nuit se passa tranquillement dans la division n^o 1 et on put transporter les blessés à Avenches.

Le grand quartier-général à Grolley fut, au contraire, inquiet par des alertes et, deux fois, on s'y vit contraint à sortir du bivouac. Des coups de fusil tirés à la lisière des bois voisins firent présumer la présence du landsturm et son intention d'attaquer le grand quartier-général. On établit de fortes avant-gardes et des postes avancés pour s'en garantir. Dès-lors il n'y eut plus d'alerte.

Vers les 3 heures du matin il se présenta un parlementaire fribourgeois pour demander une prolongation de l'armistice, mais cette demande dut être refusée vu que les troupes fédérales ne pouvaient plus être contraintes à une troisième nuit de bivouac. Le parlementaire reçut pour réponse que le commandant attendrait jusqu'à six heures et demie du matin la dernière résolution du conseil d'État de Fribourg, suivant laquelle il prendrait des mesures ultérieures, mais qu'il désirait, de tout son cœur, que cette décision fût de nature à empêcher l'effusion du sang et de grands malheurs.

A peine le parlementaire était-il parti, qu'un courrier apportait la nouvelle que le Sonderbund avait fait des excursions sur le territoire d'Argovie, qu'on y réclamait des soutiens, que l'on devait se hâter de-
vant Fribourg et ne pas oublier les autres parties de la Confédération.

On semblait croire que le général avait un seul instant pu perdre de vue cette importante partie de sa mission, et ne pas savoir que, dans les cantons de Zurich, d'Argovie et de Berne, il y avait plus de 40 bataillons placés aux frontières, sans compter les armes spéciales, force certainement assez considérable pour tenir le Sonderbund en échec.

Le cas était urgent; il fallait en finir avec Fribourg et porter toute son attention vers l'aile gauche de l'armée fédérale. Cependant on ne put, pour le moment, faire autre chose que recommander un redoublement de vigilance aux commandants de la quatrième et de la cinquième division, et leur ordonner de repousser vigoureusement toute attaque qui serait dirigée contre eux.

A six heures du matin le grand état-major monta à cheval et partit pour Belfaux. Toutes les troupes étaient en mouvement pour se rendre aux positions prescrites; le retranchement du bois de Cormanon avait été construit pendant la nuit et un chemin avait été ouvert dans le bois pour le passage de l'artillerie.

Deux mandataires des autorités de Fribourg, munis des pouvoirs nécessaires pour conclure une capitulation, se trouvaient déjà à Belfaux lorsque le général y arriva; c'étaient MM. Müslin, avocat, et Odet, syndic de Fribourg. On fut bientôt d'accord sur les conditions de la reddition des forts et de la ville de Fribourg, et on signa la convention suivante :

1) Le gouvernement de Fribourg, prend ici l'engagement formel de renoncer absolument à l'alliance, dite le Sonderbund;

2) Les troupes fédérales prendront possession de la ville de Fribourg dans la journée, en commençant par les forts extérieurs qui seront occupés dans la matinée, puis les portes de la ville, ensuite les postes intérieurs;

3) La ville fournira les logements et la subsistance nécessaires d'après les règlements fédéraux;

4) Le gouvernement de Fribourg licenciera immédiatement ses troupes. Les armes du landsturm devront être déposées à l'arsenal et un inventaire en sera dressé pour être remis à l'autorité fédérale;

5) Les troupes fédérales garniront tous les postes occupés, garantiront la sûreté des personnes et des propriétés et prêteront main forte aux autorités constituées pour le maintien de l'ordre public.

6) S'il devait s'élever des difficultés autres que celles qui sont du ressort militaire, elles seront décidées par la haute diète.

Fait à double à Belfaux, le 14 novembre 1847.

On voit, par ce qui précède, que le commandant des troupes fribourgeoises est resté tout-à-fait étranger à la capitulation et que c'est bien à tort qu'on a fait courir sur son compte des bruits calomnieux à ce sujet. Le général en chef n'a eu avec lui, pendant toute la durée de la campagne, aucun rapport direct ni indirect. C'est un hommage qu'il doit à la vérité.

Aussitôt la convention signée, les ordres nécessaires furent donnés pour acheminer vers Lucerne toutes les troupes, excepté la première division; celle-ci dut cependant céder une de ses brigades à la seconde division et recevoir en échange une brigade de celle-là. On voulait par ce moyen éviter une occupation du canton de Fribourg par des troupes d'un seul canton. La brigade Kurz passa donc dans la division du colonel Rilliet, et une brigade vaudoise, sous les ordres du colonel Bourgeois, dans la division du colonel Burckhardt.

Un bataillon de la première division dut, le 14, prendre possession du fort de Bertigny, et deux autres bataillons durent occuper les portes de Romont et des Etangs; la seconde division fut chargée de fournir deux bataillons pour occuper les forts de Quindzet et de Bonnefontaine, deux autres bataillons pour augmenter la garnison de la ville; en tout sept bataillons, dont trois pour les forts extérieurs et quatre pour la ville. Trois batteries devaient, d'après les mêmes ordres, être cantonnées en dehors des portes de la ville.

Le commandant de la première division fut chargé du commandement supérieur de toutes les troupes destinées à rester dans le canton de Fribourg et reçut l'ordre de préparer une dislocation plus étendue sans dépasser la route de Belfaux, vu que la partie occidentale dut être occupée, pendant quelques jours encore, par la deuxième division, qui ne pouvait évacuer le canton que peu à peu.

Le commandant de la réserve bernoise reçut, dès le 14 novembre, l'ordre de porter sa division sur la frontière orientale du canton de Berne vers Lucerne, c'est-à-dire à Langnau, Signau et Huttwyl. Les deux brigades détachées partirent le jour même de la capitulation pour retourner à la division n° 3.

Disons un mot des opérations de la division n° 7 sur la rive droite de la Sarine.

Le soir du 12 un bataillon fit plusieurs mouvements pour faire croire à une attaque du côté de Schwarzenbourg et, le lendemain à la pointe

du jour, la division passait la Singine à Laupen et à Neuenegg, pour s'avancer en deux colonnes sur Bösingen et Flamat. Les avant-gardes avec les sapeurs éloignaient les obstacles, consistant en abattis et encombrements divers, et comblaient les fossés profonds qui traversaient la route. Ceci retardait la marche, et la troisième brigade ne put pénétrer dans l'intérieur que l'après-midi. Alors le commandant de la division reçut par un officier fribourgeois un billet du général de l'armée fédérale, écrit au crayon, qui lui annonçait l'armistice accordé. Il arrêta la marche de ses troupes et eut le soir du 13 ses avant-postes à Pontel et en avant de Schmitten. Resté sans nouvelle ultérieure pendant la nuit et ayant quelques doutes sur la réalité du billet, il fit avancer le lendemain sa division; il eut de grands obstacles à surmonter par le fait des abattis, mais ses colonnes arrivèrent vers midi à Dürdingen sans avoir rencontré un adversaire, à l'exception de quelques soldats du landsturm; il reçut, dans ce village, la nouvelle de la capitulation et l'ordre de marcher dans l'Emmenthal.

L'occupation de la ville de Fribourg fut exécutée dans l'après-midi, et, comme le commandant de la première division y fit entrer toute sa division, il y eut un très-grand encombrement. Des désordres, impossibles à éviter totalement dans une pareille occasion, eurent lieu; mais le récit en a été beaucoup exagéré et l'on sait que les soldats n'en ont pas été les seuls auteurs. La ville fourmillait de gens peu intéressés au maintien de l'ordre, et il fallut, le lendemain, prendre des mesures très-énergiques pour la purger. Peu à peu l'ordre se remit, de nouvelles autorités furent constituées en remplacement des anciennes, qui avaient pris la fuite, et la sûreté des personnes et de la propriété ne fut plus menacée.

Pendant ce temps, les troupes destinées à marcher sur Lucerne s'étaient mises en chemin. Deux batteries de canons de douze partirent le jour même du 14, l'une se dirigeant sur Gümminen, l'autre sur Morat, les autres les suivirent le lendemain et leur marche se fit avec toute la célérité possible.

Le grand état-major se rendit le 14 à Faoug, le 15 à Berne et le 16 à Arau.

Rapportons maintenant ce qui s'était passé dans une autre partie de la Suisse.

Dans une proclamation du 25 octobre 1847 le commandant en chef des troupes des sept cantons alliés, M. le général J. U. de Salis-Soglio, avait annoncé à ses troupes son acceptation du commandement supérieur. Il rassemblait son armée et déjà le 3 novembre la certitude qu'on en viendrait aux mains était si grande dans le canton de Lucerne que beau-

coup de Lucernois quittèrent leur canton et vinrent chercher un asile dans les cantons voisins. L'expédition du Saint-Gothard eut lieu et le 6 novembre 900 Schwyzois, 400 Uraniens et 400 hommes d'Unterwalden entrèrent dans le canton de Zug pour le défendre.

Sur toutes les routes du canton de Lucerne on avait construit un grand nombre d'abattis et de mines; des fortifications défendaient les approches de la ville. Les principales étaient celles du pont de Gislikon, celles du pont de l'Emme, celles sur la route de Littau et la redoute de Saint-Charles à Lucerne. Les troupes d'élite et de réserve avaient été augmentées, autant que l'état de la population le permettait, et un nombreux landsturm avait été organisé et placé sous des chefs particuliers. Dans le nombre se trouvait le fameux corps des vengeurs. Au commencement de novembre on avait aussi songé dans le canton de Schwyz à des obstacles artificiels; on avait construit des retranchements à la Schindellegi et près de Grynau; et, par une ouverture faite dans le bord du canal de la Linth, on inonda une grande partie des terrains adjacents. Les ponts de Grynau et de Rapperschwyl furent découverts. Au Brünig, dans le pays d'Unterwalden, on éleva des murailles et des remparts; et l'ancienne redoute au passage de Susten, canton d'Uri, fut réparée. Des télégraphes furent établis; on convint de signaux d'alarme, d'adresses simulées et d'un chiffre pour la correspondance secrète. Comme le canton de Zug semblait le plus accessible, on détruisit les ponts de la Sihl et celui de Hütten.

Les troupes fédérales occupaient toute la partie méridionale du canton d'Argovie, les préfetures de Knonau et de Richtersweil dans le canton de Zurich et la rive droite de la Linth, dans le canton de Saint-Gall; seulement les environs de Zofingen et la frontière entre les cantons de Berne et Lucerne étaient faiblement garnis pendant la marche sur Fribourg. La première brigade de la quatrième division reçut l'ordre de marcher dans cette partie du pays. Heureusement le Sonderbund ne dirigea aucune attaque de ce côté.

Le 9 novembre, les carabiniers de la deuxième brigade de la quatrième division fédérale, stationnés à Sins, remarquèrent que le pont couvert qui, à cet endroit, passe la Reuss, avait été rempli avec de la paille, des fagots, de la poix et qu'il s'y trouvait des obus; tout ce matériel fut jeté par eux dans la rivière; mais le lendemain, et à l'approche de deux pièces d'artillerie, le commandant du détachement qui n'avait pas l'ordre de soutenir une affaire sérieuse et trop faible pour cela, se retira sur Meyenberg. Alors la moitié du pont qui joignait la rive droite fut entièrement détruite par les troupes du Sonderbund.

Le même jour, 10 novembre, à 7 heures du matin, un détachement lucernois, fort d'environ 300 hommes, entourait le village de Klein-Dietwyl, occupé par une compagnie d'infanterie zuricoise; environ 45 hommes de cette compagnie, qui avait négligé les mesures de sûreté et s'était laissé surprendre, furent faits prisonniers; les quatre officiers de la compagnie furent du nombre; quatre-vingts hommes purent se sauver, mais la plupart sans armes, ni bagages. La demeure du gendarme argovien de Klein-Dietwyl fut pillée.

La leçon ne fut pas perdue pour nos troupes qui se gardèrent ensuite avec plus d'attention.

Encouragé par ces petits succès, le général Salis projeta une invasion plus étendue sur le territoire argovien, dans le but de s'emparer de Muri et de gagner ainsi la population du Freiamt. Le 12 novembre fut désigné pour cette entreprise. L'armée du Sonderbund s'avança en quatre colonnes; la première sur la route de Kappel, la seconde sur celle de Merenschwand, la troisième sur le chemin de Hitzkirch par Geltwyl vers Muri, et la quatrième marcha sur la grande route de Münster vers Menzikon. La première et la quatrième colonnes ne firent que des fausses attaques et ne dépassèrent pas de beaucoup la frontière de Lucerne. La première brigade de la cinquième division fédérale avait son quartier-général à Albis-Affoltern; une compagnie de carabiniers occupait Kappel; la première colonne ennemie, peu nombreuse, ne fit aucune attaque, se contenta de quelques coups de fusils tirés et s'éloigna ensuite. La deuxième colonne, commandée par le général de Salis en personne, consistait en quatre bataillons d'infanterie, plusieurs compagnies de carabiniers et deux batteries d'artillerie, l'une de canons de huit, l'autre d'obusiers longs de quinze centimètres. Elle avança, favorisée par un fort brouillard, sur la rive gauche de la Reuss, et le général fit sonner le tocsin dans chaque village argovien qu'il traversait pour attirer à lui le landsturm argovien, mais personne n'arriva; au contraire, une vingtaine d'habitants du Freiamt devancèrent la colonne pour annoncer l'approche de l'ennemi aux gardes du pont de pontons que les troupes avaient construit près de Lunnern pour établir une communication entre les deux rives. Il n'y avait à Lunnern, outre la compagnie de pontonniers zuricoise (Huber), qu'une batterie zuricoise de six (Scheller), une compagnie de carabiniers (Huber) et trois compagnies d'infanterie, nombre trop faible pour recevoir de front une colonne aussi forte que celle qui lui fut annoncée. Ces troupes se retirèrent donc sur la rive droite, se mirent en bataille et commencèrent à défaire le pont; l'opération était à peine entamée que des carabiniers d'Unterwalden arrivèrent en criant : „Haut-Unterwalden!“ L'artillerie les suivit de près et ouvrit

le feu; la batterie zuricoise riposta et démonta bientôt une pièce ennemie; les pontonniers firent faire au pont une conversion; les carabiniers soutinrent l'artillerie et le feu continua de part et d'autre sans faire grand mal. Pourtant cette affaire a coûté la vie à trois soldats fédéraux et il y eut une douzaine de blessés; la perte de l'ennemi a dû être plus forte. Le bruit du canon avait attiré une batterie zuricoise (Zeller), mais déjà la colonne lucernoise commençait sa retraite; une partie de ses troupes avait continué sa marche et était arrivée, vers les 3 heures de l'après-midi, devant Muri-Egg. Prévenu de l'attaque, le colonel fédéral König, commandant de la seconde brigade, qui avait son quartier-général à Muri, avait fait avancer sous la direction de son adjutant, le capitaine fédéral Streiff, le bataillon Benzinger d'Appenzell et la compagnie de carabiniers Kuster de St-Gall; ces carabiniers et une compagnie de chasseurs du bataillon, placés en chaîne en avant de Muri-Egg, reçurent leurs adversaires avec un feu si prompt et si efficace qu'ils ne tardèrent pas à rebrousser chemin. Cet échec, joint à celui de Lumern, et l'incertitude sur le sort de sa troisième colonne, décidèrent le général Salis à battre en retraite et à retourner à Lucerne.

La troisième colonne, commandée par le colonel Elgger, composée comme celle de M. de Salis et ayant avec elle des volontaires argoviens sous le commandement de l'Argovien Wiederkehr, était partie de Hitzkirch, à 8 heures du matin, pour marcher par le Lindenberg sur Muri, où elle dut se réunir avec la seconde colonne. Deux compagnies du bataillon argovien (Bernier) faisaient le service d'avant-postes à Geltwyl et se trouvaient à dîner lorsque le village fut attaqué. Mais les soldats avaient leurs armes sous la main et ils répondirent à la sommation de se rendre par des coups de fusils. Les deux compagnies se replièrent sur la droite du village et M. Elgger dirigea toute son infanterie contre elles; un fort brouillard peut l'avoir empêché de reconnaître leur petit nombre; ils tinrent ferme et la colonne Elgger n'avança pas plus loin; son artillerie, qui n'avait pas encore passé la montagne, fit le tour et la colonne ne tarda pas à la suivre.

Les deux compagnies argoviennes ne se retirèrent vers Muri qu'après la cessation du combat qui leur avait coûté trois morts, parmi lesquels le brave capitaine Fischer, et plusieurs blessés; mais l'adversaire aussi avait des morts et des blessés en plus grand nombre et plusieurs chevaux d'officiers restaient sur la place.

La quatrième colonne, composée d'infanterie et d'artillerie, parut vers midi, devant Menzikon, et ouvrit son feu contre le village; une maison ne tarda pas à être incendiée et des chaînes de chasseurs s'efforcèrent d'avancer. Mais trois compagnies du bataillon de réserve argovien

(Oelhafen), cantonnés à Menzikon et à Reinach, se rassemblèrent bientôt et, sous la bonne direction de leur chef, chassèrent l'ennemi sans éprouver aucune perte.

Les attaques du 12 furent donc repoussées sur tous les points et le résultat de ces combats partiels fut encourageant pour les troupes fédérales.

Le lendemain, 13 novembre, le commandant de la cinquième division concentra ses forces dans l'espace compris entre la Reuss et le lac de Zurich, et y rassembla douze bataillons avec les armes spéciales nécessaires. Le commandant de la quatrième division concentra les siennes dans le Freiamt, et appela au service le reste des réserves du canton d'Argovie.

Le 15 le pont de bateaux fut transporté de Lunnern à Ottenbach où il était moins exposé et où le terrain se prêtait à l'établissement d'une tête de pont, laquelle fut de suite exécutée dans des proportions convenables.

L'artillerie de réserve et la division n^o 2 ayant quitté Fribourg marchaient sur Lucerne. Le général avec son état-major arriva à Arau le 16 novembre. En ce moment l'armée avait atteint sa plus grande force. Les cantonnements suivants lui furent assignés.

La *première division* occupait Fribourg et les frontières du Valais, son quartier-général était à Fribourg.

La *septième division* ou *division de réserve* bernoise, formant l'extrême droite de l'armée contre Lucerne, avait deux détachements dans l'Oberland bernois pour garder les passages contre le Valais, Uri et Unterwalden. Le gros de la division se concentrait dans l'Emmenthal, ayant Sumiswald pour quartier-général.

La *seconde division* se rattachait à la division de réserve bernoise en venant prendre ses cantonnements depuis Huttwyl par Langenthal jusqu'à Zofingen; son quartier-général fut Berthoud. La troisième division se rangeait à la gauche de la seconde dans les vallées de la Sure et de la Wine, et ayant Kulm pour quartier-général.

La *quatrième division*, ayant son quartier-général à Muri, occupait le pays entre le lac de Hallwyl et la Reuss; les réserves d'Argovie, incorporées dans cette division, cantonnaient autour de Lenzbourg.

La *cinquième division* enfin se concentrait en majeure partie entre la Reuss et le lac de Zurich; son quartier-général se transportait de Zurich à Albis-Affoltern. Les réserves des cantons de Zurich, St.-Gall et Thurgovie renforçaient cette division.

L'artillerie de réserve s'approchait du Freiamt et arrivait dans les villages de Wohlen, Vilmergen, Sarmenstorf et Bremgarten; une batterie de canons de douze restait à Langenthal pour renforcer l'artillerie de la seconde division; une autre batterie s'acheminait sur Knonau.

Le corps de cavalerie quitta ses cantonnements dans le canton de Soleure et vint occuper la ligne entre Suhr et Othmarsingen, ayant son centre à Lenzbourg.

Cette disposition des troupes devait être terminée le 20 novembre de manière que le 22, après un jour de repos, l'attaque des cantons de Zug et de Lucerne pouvait être commencée. Les ordres furent donnés en conséquence.

La division de réserve bernoise, destinée à passer par l'Entlebuch, reçut l'ordre de marcher le 22 jusqu'à Schüpfheim, le 23 par la Bramegg jusqu'à Schachen ou Malters, en envoyant un détachement par Wolhausen, le 24 devant Lucerne, en faisant passer au besoin une partie de la division par Schwarzenberg et Hergottswald pour tourner la position de Renggloch.

La seconde division dut le même jour, comme la précédente, franchir en deux colonnes la frontière du canton de Lucerne et se concentrer autour de Willisau; la communication avec la troisième division dut être établie par Ettiswyl. Le lendemain 23 novembre la division eut à marcher sur Russwyl, en tâchant d'arriver vers midi sur la ligne derrière l'Emme, afin d'avoir le temps de choisir une bonne position pour la batterie de canons de douze, marchant avec la division et destinée à battre les fortifications de Littau et du pont de l'Emme. Si possible, la division dut occuper ce même jour Littau et le Sonnenberg, et le 24 marcher sur Lucerne.

La troisième division fut chargée d'occuper le 22 Sursée, Münster et Hitzkirch, et d'envoyer le 23 sa première brigade et deux batteries d'artillerie vers le pont de l'Emme pour ruiner, conjointement avec la batterie de douze de la seconde division, les retranchements établis près de ce pont. Les deux autres brigades devaient marcher sur Inwyl pour passer la Reuss sur un pont à la Birago que le génie devait construire dans la nuit du 24, ou, si cela ne se pouvait pas, de marcher le lendemain sur Gislikon et de se réunir là aux troupes de la quatrième division.

Deux brigades de la quatrième division, avec deux batteries de canons de douze, furent chargées de passer la Reuss près de Sins, dans la nuit du 22 au 23, de se réunir aux troupes de la cinquième division qui se trouvaient sur cette rive, d'attaquer Honau, et de prendre à revers les fortifications de Gislikon.

La troisième brigade de la division, avec le reste de l'artillerie, dut marcher sur Gislikon par la rive gauche de la Reuss et soutenir l'attaque de la rive droite. Le pont de Gislikon enlevé, la division devait prendre possession de Roth, y établir son bivouac et se lier par le Rothenberg avec la cinquième division. Le lendemain elle dut marcher sur Lucerne.

La cinquième division reçut l'ordre d'entrer le 23 de grand matin dans le canton de Zug, avec trois brigades, son artillerie et deux batteries d'artillerie de réserve qui arrivaient de Bremgarten. Pour assurer ce mouvement, un bataillon d'infanterie et une compagnie de carabiniers de la brigade de réserve stationnés près du lac de Zurich, durent s'avancer par le pont de la Sihl. Six bataillons de la division, avec des carabiniers et une batterie de six, devaient prendre position derrière la Lorze près de Steinhausen, puis s'emparer de Baar et de Zug. Le reste de la division, partagé en deux brigades, dut marcher par Cham et Buonas à Meierskappel, d'où les troupes, après avoir pris position devant Küssnacht, devaient se lier par le Rothenberg avec celles de la quatrième division, et occuper Udligenschwyl par une avant-garde; puis marcher le lendemain 24 sur Lucerne.

Le commandant de l'artillerie reçut les ordres nécessaires pour les mouvements de l'artillerie; le commandant du génie, ceux qui avaient rapport à son arme et surtout pour la construction des ponts; le commandant de la cavalerie enfin fut chargé d'envoyer le 23 deux de ses brigades à Sursée pour balayer le pays en arrière de l'armée, la troisième à Wohlen pour pouvoir être appelée au soutien si cela devenait nécessaire.

Ces ordres étaient donnés, lorsque le général reçut à Bremgarten, où il s'était rendu pour expliquer de bouche l'exécution des mouvements prescrits aux commandants de la quatrième et de la cinquième division, la nouvelle d'un échec que la sixième division avait éprouvé dans le Tessin. Une forte colonne, profitant d'un épais brouillard, avait surpris les troupes fédérales à Airolo; l'artillerie et les carabiniers tessinois tinrent ferme; mais l'infanterie, composée en grande partie de recrues, fléchit, ce qui occasionna une retraite précipitée. Le commandement de la division demandait du renfort.

Le général ne put cependant rien faire de plus, que de presser la deuxième brigade de cette sixième division qui se trouvait encore dans le canton des Grisons, d'avancer dans le Tessin, et de détacher deux bataillons de la réserve de la cinquième division, lesquels, placés sous le commandement du colonel fédéral Müller, de Zug, eurent l'ordre de

partir de suite pour les Grisons et de marcher dans le Tessin, suivant le besoin.

D'un autre côté des réfugiés valaisans ayant formé un corps de volontaires, pressaient le général d'ordonner l'attaque du Valais; le commandant de la première division jugeait aussi le moment favorable pour marcher contre ce canton; mais le général ne voulant pas compliquer la situation, ni se laisser distraire de son but principal, donna l'ordre à cet officier supérieur, de calmer l'impatience des troupes, de se rendre de sa personne sur les bords du Rhône et de rapporter; mais de ne faire aucune attaque sans un ordre formel.

En attendant, les autorités de Zug, voyant s'accumuler les troupes de la Confédération autour de leur canton et craignant les suites d'une lutte disproportionnée, envoyèrent deux députés, MM. le conseiller Schmied et le secrétaire Schwerzmann, pour conclure une capitulation.

Cette capitulation fut signée à Arau le 21 novembre, sous réserve de ratification par le conseil supérieur de Zug; elle était conçue à-peu-près dans les mêmes termes que celle de Fribourg.

La ratification réservée dut être remise au commandant de la cinquième division, à Knonau, le lendemain 22 novembre, jusqu'à 2 heures de l'après-midi.

Ce commandant de division fut avisé de la convention dont la ratification ne pouvait que faciliter les mouvements à lui ordonnés pour le 23, et il fut chargé d'entrer dans le canton de Zug aussitôt après la réception de l'acte ratifié, de faire avancer jusqu'à Zug et Menzingen la brigade qui était destinée à prendre position derrière la Lorze.

Avant de commencer les opérations, le commandant en chef adressa aux troupes la proclamation suivante :

„Soldats confédérés!

„Vous allez entrer dans le canton de Lucerne. En en passant les frontières oubliez vos rancunes pour ne vous tenir qu'à l'accomplissement des devoirs que la patrie nous impose. Marchez à l'ennemi, combattez vaillamment, défendez vos drapeaux jusqu'à la dernière goutte de votre sang. Mais aussitôt que la victoire se déclare pour vous, plus de ressentiments; conduisez-vous en guerriers généreux; épargnez les vaincus; rien ne relève davantage le véritable courage.

„En toutes circonstances faites ce que je vous ai recommandé : respectez les églises et les bâtiments dépendants du culte. Ce serait pour vous une tache ineffaçable que des outrages à la religion.

„Prenez sous votre sauve-garde toutes les personnes inoffensives; ne permettez pas qu'on les maltraite ou qu'on leur adresse des injures.

„Ne faites aucun dégât sans nécessité; point de dilapidations. En un mot conduisez-vous de manière à vous relever à vos propres yeux et à vous rendre dignes du nom que vous portez.“

L'entrée des troupes fédérales dans le canton de Lucerne eut lieu le 22 novembre par un temps de neige. La division de réserve bernoise, destinée à former l'extrême droite, s'était concentrée le 21 novembre aux environs de Langnau; elle quitta cet endroit le 22 de grand matin et prit le chemin de l'Entlebuch. Le long défilé depuis Weissenbach jusqu'à Escholz matt fut tourné par un détachement composé d'un bataillon, de deux compagnies de chasseurs et d'une compagnie de carabiniers; ce détachement prit son chemin à gauche par la montagne du Bock; il rencontra des avant-postes lucernois, lesquels se retirèrent sans attendre et allèrent porter la nouvelle de l'invasion dans les villages, ce qui eut pour suite que l'on sonna le tocsin et que les troupes lucernoises purent se concentrer autour d'Escholz matt; elles quittèrent pour cela plusieurs positions favorables près de Wiggen où elles avaient même construit un retranchement. Le but de ce détachement fut donc parfaitement atteint; la marche de la division qui s'avavançait par la grande route avec toutes les précautions usitées devant l'ennemi, ne fut pas inquiétée, elle fut seulement retardée par de nombreux abattis qu'il fallut ouvrir et par la nécessité de rétablir plusieurs ponts.

A Escholz matt elle rencontra la première résistance, mais l'action ne s'engagea qu'entre les tirailleurs. Les troupes lucernoises se replièrent dès qu'elles virent paraître la colonne principale.

Le soir la colonne arriva devant Schüpfheim; c'est là que l'attendait la plus grande résistance; elle dut d'abord enlever un plateau occupé par l'ennemi au débouché de la vallée latérale de Flühli et défendu par des carabiniers et de l'artillerie. Elle bivouaqua en cet endroit pour reconstruire les ponts sur l'Emme qui avaient été détruits et pour élever à gauche deux retranchements, l'un pour six, l'autre pour deux pièces d'artillerie. Vu la grande proximité de l'ennemi, on passa la nuit sans feux; ils ne furent allumés qu'à quatre heures du matin pour cuire la soupe.

A la pointe du jour et lorsque l'artillerie était placée, le commandant de la division dirigea un bataillon et une compagnie de carabiniers contre le flanc droit de Schüpfheim, pendant qu'une brigade entière se portait de l'autre côté. Celle-ci fut vivement attaquée par les troupes qui débouchaient de la vallée de Flühli; elle fléchit même un moment. Cependant le commandant de la division, la ranimant de ses paroles et de son exemple, elle revint à la charge et soutenue par les carabiniers

et l'artillerie, elle enleva la colline qu'occupaient les Lucernois. Ceux-ci se retirèrent, partie sur les montagnes, partie dans le village de Schüpffheim où la résistance continuait et se concentrait autour d'une chapelle, sur une hauteur où l'artillerie lucernoise s'était placée et au couvent des capucins qui, par sa forme et ses murs d'enceinte, présentait un bon réduit.

Le reste de la division suivit de près en passant l'Emme à gué: et après divers combats acharnés sur les deux rives, l'ennemi, reconnaissant l'inutilité d'une résistance plus prolongée, se dispersa de tous côtés. Cependant le cimetière et le couvent des capucins tenaient encore; ils ne furent abandonnés qu'à l'approche de toute l'artillerie et lorsque les bataillons se formaient en colonnes pour pénétrer dans le village. Il était midi et demi.

Après un court repos la colonne reprit son chemin; des coups éparpillés de quelques granges au bas de Schüpffheim l'inquiétèrent peu, mais plusieurs de ces granges furent incendiées pour cela. Des abattis entre Schüpffheim et Hasle ne furent pas défendus, la position d'Entlebuch ne fut point occupée ni les retranchements garnis, on ne voyait plus personne et il ne restait à vaincre que des obstacles matériels accumulés sur le chemin. Cependant, comme on devait s'attendre à une forte résistance sur la Bramegg et comme le jour était trop avancé pour forcer ce passage, la division bivouaqua à Entlebuch, et elle prit les dispositions nécessaires pour le lendemain.

Le matin du 24 la Bramegg se trouva abandonnée: mais le commandant n'étant point encore instruit de ce qu'avaient fait les autres divisions, dirigea un détachement par Schwarzenberg à Kriens et, s'avancant avec le gros de sa division, il reçut enfin à Schachen la nouvelle de l'occupation de Lucerne. Il envoya alors ses bagages à Wohlhausen pour prendre la route de Willisau et il alla occuper Kriens et les environs; il y resta la journée du 25 et en repartit le 26 pour retourner à Berne par Sursée et Langenthal.

Cette division a fait preuve de courage et d'aplomb dans les différents combats qu'elle a eu à soutenir. Elle a eu 7 morts et 38 blessés. On porte le nombre des tués du côté des Lucernois à 19 et celui des blessés à 48.

La seconde division de l'armée fédérale, manœuvrant à la gauche de la division de réserve bernoise, avait aussi accompli sa tâche. Sa deuxième brigade, soutenue de deux batteries, d'un détachement de sapeurs et d'un détachement de cavalerie, formait l'aile droite. Elle eut l'ordre de se rassembler le 22 novembre à Huttwyl et de marcher ce même jour à Willisau. La première brigade formait l'aile gauche: deux

batteries lui étaient adjointes, ainsi qu'une compagnie de cavalerie et un détachement de sapeurs. Elle marcha le 22 de Zofingen à Ettiswyl, où elle se lia avec l'extrême droite de la troisième division qui arrivait le même soir à Sursée.

La troisième brigade enfin, à laquelle était réuni un détachement de sapeurs, fut chargée d'entretenir la communication entre les deux autres brigades de la division et de former la réserve. Elle marcha par Gross-Dietwyl, Fischbach et Zell jusqu'à Kastelen où elle bivouaqua.

Aucune des trois colonnes ne rencontra l'ennemi, mais elles trouvèrent beaucoup d'abattis et des mines en grande partie non chargées.

Le 23 la division continua sa marche en deux colonnes; l'une formée de la seconde et de la troisième brigade passa en partie par Menznau et Wohlhausen, en partie par Russwyl. L'autre colonne, formée par la première brigade, prit sa direction par Grosswangen, Buttisholz, Hellbühl et environs. A cause des nombreux obstacles, les corps n'arrivèrent qu'au soir dans leurs positions derrière l'Emme; le commandant de la division fit une reconnaissance des environs du pont de Thorenberg et prit ses dispositions pour passer le lendemain l'Emme et attaquer Littau.

Mais aucun ennemi ne se présentant, le matin du 24 on put, sans en être empêché, construire un pont de chevalets au-dessous de l'emplacement de celui de Thorenberg qui avait été rendu impraticable. Les retranchements sur la rive droite de l'Emme, au-dessus de Littau, étaient abandonnés; les brigades fédérales passèrent la rivière sur le pont de chevalets; l'artillerie suivit à gué. La première brigade arriva sans obstacle devant la ville de Lucerne et y entra; la troisième brigade occupa Littau; la seconde, qui ce jour-là formait la réserve, marcha à Malters et s'y logea.

Suivons maintenant la marche de la troisième division. Sa première brigade avait l'ordre de quitter Schöffland le matin du 22 novembre et de marcher avec la batterie Fischer par la rive gauche de la Suhre jusqu'à Sursée, d'où elle fut prendre à Münster une batterie d'obusiers et continua le lendemain, avec les deux batteries, la marche vers le pont de l'Emme. Elle vit des bandes de landsturm sur les hauteurs, mais aucune ne l'inquiéta. Elle opéra le désarmement à mesure qu'elle avançait. Avant d'entrer à Sursée un parlementaire fut envoyé dans la ville pour en demander la reddition et l'on ne tarda pas à y voir flotter le drapeau blanc. Le landsturm s'était retiré dans les bois à droite, les troupes lucernoises en arrière.

La nuit se passa tranquillement et la colonne quitta Sursée le 23, à 7 heures du matin, en y laissant une garnison. A 9 heures on rencontra des bandes de landsturm qui reculèrent devant les chaînes de tirailleurs

qu'on déploya contre elles; le canon qui se faisait entendre de tous côtés engagea à n'avancer qu'avec prudence; on arriva à Neuenkirch à 3 heures et demie et on prit position en avant de Holzhof. Une reconnaissance, poussée jusqu'à Gerlischwyl, y fit apercevoir des troupes lucernoises, commandées par un officier supérieur et placées derrière des ondulations de terrain. Comme la nuit tombait on ne voulut pas entreprendre une attaque; on s'arrangea pour bivouaquer en avant de Holzhof et on se mit en communication à droite avec la seconde division, dont un fort détachement était à Hellbühl. Après minuit, arriva un parlementaire avec la demande d'un armistice de quarante-huit heures; le commandant de la brigade le refusa quant à lui. mais il expédia une dépêche au commandant de la division pour avoir ses instructions. Cependant il reçut à la pointe du jour la nouvelle du licenciement des troupes lucernoises et du landsturm. En effet, lorsque la brigade arriva vers les retranchements du pont de l'Emme, il ne se présenta personne pour les défendre et on put, en toute sécurité, remettre les planches du pont que l'on avait enlevées. Vers 11 heures, la brigade commençait à passer le pont, lorsqu'une députation de Lucerne se présenta avec un drapeau blanc et annonça la soumission de la ville. La brigade y entra à une heure et quart.

La seconde brigade dut, avec la batterie Studer, quitter Staffelfach le matin du 22 et avancer parallèlement avec la première brigade, en suivant la rive droite de la Suhre, jusqu'à Sursée, pour marcher ensuite par la gauche sur Münster; le lendemain elle se rendit à Eschenbach et Inwyl, avec l'état-major de la division. Elle vit aussi quelques bandes de landsturm qui se dispersaient à son approche. Le bruit du canon de Gislikon fixa son attention et elle avançait toujours. C'est à tort qu'on lui aurait reproché d'être restée en arrière; elle a parfaitement exécuté ses ordres et elle est arrivée de bonne heure, dans la soirée du 23, aux environs d'Eschenbach, où elle a bivouaqué. Le 24 elle a marché par Gislikon sur Lucerne, après avoir rallié la troisième brigade. Celle-ci partit le 22 de Reinach et se dirigea par Münster sur Hitzkirch; elle laissa à Münster la batterie d'obusiers que devait y prendre la première brigade et continua sa marche avec la batterie Karrer. Les avant-postes furent poussés à Gelfingen et à Heidegg; de nombreuses patrouilles dispersèrent le landsturm.

Après une nuit assez tranquille la brigade se mit en route le 23 au matin; elle ne trouva d'autres obstacles que des abattis et des mines pour la plupart non chargées, et arriva à 3 heures à Inwyl, après avoir empêché l'incendie du couvent d'Eschenbach auquel des malveillants essayaient de mettre le feu.

A Inwyl le commandant de la brigade s'informa d'un emplacement convenable pour jeter le pont dont il attendait le train et ce ne fut que vis-à-vis du couvent de Rathhausen que l'on put le trouver. Mais le train n'arriva pas et la brigade se mit au bivouac en avant d'Inwyl.

Le train de chevalets à la Birago, destiné à ce pont, avait stationné la veille à Fahrwangen; il reçut l'ordre de prendre le 23 la route de Hitzkirch pour arriver le soir à Inwyl. Au lieu de suivre cet ordre, le commandant de ce train ne sachant pas la route de Hitzkirch libre, et se croyant sans garde, prit le chemin de Muri, ce qui, vu le grand encombrement de voitures et de troupes dans le Freiamt, aurait déjà suffisamment ralenti sa marche pour l'empêcher d'arriver à temps, sans compter le détour qu'il faisait; il ne put donc arriver à Inwyl que dans l'après-midi du 24; néanmoins on construisit encore le pont pour avoir une communication de plus, mais il ne servit à rien pour l'attaque de Lucerne.

Dans la nuit du 23 au 24, le commandant de la troisième division reçut la nouvelle du succès de la quatrième division sur l'autre rive de la Reuss et de la disponibilité du pont de Gislikon; il rassembla donc sa seconde et sa troisième brigade le 24, à quatre heures du matin, marcha sur Gislikon, passa le pont et suivit la quatrième division pour la soutenir au besoin. La troisième ne fit que traverser Lucerne et reprit, le 24, ses cantonnements sur la rive droite de la Reuss.

Passons aux opérations de la quatrième division.

Le capitaine de pontonniers (Vögtlin) fut chargé de construire dans la nuit du 22 au 23 et sous la protection de tirailleurs, un pont de pontons au-dessous du pont de Sins qui avait été détruit; il fut terminé vers les huit heures du matin du 23 et aussitôt la première brigade y passa. Les quatre bataillons de cette brigade avaient été partagés en huit demi-bataillons pour leur procurer une plus grande mobilité; ils furent suivis par les deux compagnies de carabiniers de la brigade et par une compagnie de cavalerie, plus une demi-compagnie de sapeurs, une batterie de canons de douze et une batterie de six. Cette colonne s'avança vers Hünenberg et Berchtwyl et se lia avec la cinquième division, qui manœuvrait à sa gauche. Un autre train de pontons, commandé par le capitaine Huber, avait marché jusqu'à Eyen, près de Klein-Dietwyl, où elle jeta un second pont qui fut terminé à onze heures, malgré le canon de Honau qui était trop éloigné pour produire grand effet.

La seconde brigade passa la Reuss sur ce pont. Ses quatre bataillons étaient aussi divisés en demi-bataillons pour la commodité des manœuvres dans un pays très-accidenté; elle fut suivie de deux compagnies de carabiniers, de deux batteries, l'une de six, l'autre d'obusiers de

douze; d'une compagnie de cavalerie et d'une demi-compagnie de sapeurs.

Cette brigade passa derrière la brigade Egloff et se plaça à sa gauche. Les deux brigades avancèrent ensemble et la première brigade avec toute l'artillerie se dirigea sur Honau en étendant son aile droite jusqu'à la Reuss, son aile gauche jusqu'à la montagne de Roth. Des chaînes de tirailleurs marchaient en avant. Le terrain était difficile, il fallait franchir des ravins et gravir des collines couvertes d'arbres. Le feu de l'artillerie lucernoise placée dans les retranchements de Honau inquiétait beaucoup l'attaquant. Pour s'en débarrasser, quatre batteries fédérales prirent position sur un plateau en avant de Bächtwyl et repoussèrent l'adversaire jusque derrière Honau; ce hameau fut occupé par la brigade Egloff et par l'artillerie, et la colonne poursuivit son chemin vers Gislikon; mais un bataillon arrivant sous le feu direct d'un redan, établi à Gislikon, fut reçu par une telle grêle de mitraille, qu'il recula; un second bataillon le suivit jusque derrière une gravière voisine. En attendant un autre bataillon (Häusler), conduit par le commandant de la brigade et par la batterie Rust et devancé par une chaîne de tirailleurs avait pu s'avancer à gauche jusque sur un plateau joignant immédiatement le village de Gislikon; il y fut joint par le quatrième bataillon (Bänzinger) qu'amena l'adjudant de division. Ces troupes avancèrent et serrèrent étroitement le village, en se plaçant à gauche et un peu en arrière de la batterie Rust qui s'était portée jusqu'aux premières maisons. Mais tout-à-coup il se déploya contre cette troupe un tel feu d'infanterie et d'artillerie, que les tirailleurs ne tinrent plus; la batterie ne se voyant plus soutenue se vit obligée à la retraite. Il fallut toute l'énergie du commandant de la brigade et de l'adjudant de division pour retenir les bataillons; ce fut surtout le bon exemple de ce dernier, qui engagea les tirailleurs à retourner sur leurs pas vers Gislikon et à prendre de bonnes positions d'où ils purent continuer leurs feux avec effet; une compagnie du bataillon Häusler avança, le capitaine à la tête, et les troupes, cessant de reculer, revinrent à l'attaque. Dans ces entrefaites, le capitaine Rust avait aussi réussi à rassembler ses artilleurs et à reprendre l'offensive, et la batterie (Moll) canons de douze, avait pris position et joignait son feu à celui des pièces de six.

Malgré des pertes notables en hommes, le combat était donc parfaitement rétabli et, comme les deux bataillons qui avaient été repoussés au commencement de l'affaire derrière une gravière, de même que les deux autres batteries s'empressaient d'arriver et de prendre part au combat, l'ennemi ne tint plus et quitta ses fortifications et le village de Gislikon. Sur le cri de l'adjudant de division que l'ennemi se retirait, on

avança de nouveau et, en peu d'instants, les retranchements de Gislikon et le village furent occupés par les troupes fédérales. Le pont de Gislikon n'était pas détruit, on avait seulement éloigné les planches; leur remplacement fut de suite ordonné et exécuté et la communication avec l'autre rive fut rétablie.

Dans ce combat acharné, 19 hommes de l'armée furent tués sur la place et 76 furent blessés; au nombre de ces derniers était un commandant de bataillon (Bänzinger). La perte de l'adversaire n'est pas bien connue, mais on a trouvé dans quelques granges un bon nombre de morts et de blessés, ces derniers furent soignés comme les blessés de l'armée fédérale. Dans cette lutte, plusieurs maisons et greniers ont été malheureusement incendiés.

C'est ici le lieu de reconnaître les grands services qu'une société zuricoise a rendus, en venant chercher avec des voitures très-bien construites et accompagnées de personnes dévouées, une grande quantité de blessés pour les transporter à l'hôpital militaire de Zurich; ces dignes personnes étaient infatigables et prodiguaient leurs soins aux malheureux blessés.

Pendant que la première brigade combattait dans la vallée, la seconde, placée à sa gauche, avait aussi une rude tâche à remplir. Cette brigade, appuyant à gauche au-delà de Rothkreuz, se dirigea contre la montagne de Roth; elle franchit les ravins et se vit bientôt saluée par des coups de fusils tirés des broussailles environnantes. Les tirailleurs de la brigade ripostaient, mais sans effet, vu la grande distance et l'impossibilité de découvrir des ennemis cachés. On gagna néanmoins le milieu des pentes. Depuis là, la montagne s'élevait en terrasses successives très-escarpées et couvertes de bois d'où partaient des coups très-dangereux; il fallait pour enlever la troupe l'exemple et l'encouragement du commandant de la division, qui depuis longtemps était descendu de cheval et marchait à sa tête; les plateaux furent escaladés l'un après l'autre et l'adversaire se retira de toutes parts. Cependant un bataillon de Schwyz tenait encore sur la crête de la montagne. On l'y laissa, faute de pouvoir rassembler, au moment, les forces nécessaires pour le chasser. Les pentes septentrionales du Rothenberg étaient balayées; les deux brigades se réunirent à Roth et y préparèrent leur bivouac.

La troisième brigade avait eu l'ordre de quitter le matin du 23 ses cantonnements d'Auw et de marcher en avant de Dietwyl, en laissant un ou deux demi-bataillons dans cet endroit et de se tenir prête à rétablir le pont de Gislikon, si ce village était pris; elle dut aussi servir d'appui à l'artillerie de réserve qui avait pour tâche d'attaquer les retranchements de Gislikon par la rive gauche de la Reuss.

Cette artillerie, dont on avait tiré plusieurs batteries pour les adjoindre aux divisions Nos. 4 et 5, était encore composée de six pièces de canons de douze et de six obusiers de vingt-quatre. Après avoir cherché en vain une position favorable aux environs d'Eyen pour opérer contre Honau, elle trouva enfin, en avant de Dietwyl et au-dessus de la tuilerie, une petite hauteur où elle put se mettre en batterie, ce qui fut fait avec les six pièces de douze vers les dix heures et demie. La batterie de Honau ne tarda pas à lui jeter des boulets de huit et des obus de 15 centimètres; mais les premiers, faute de pointage que la grande quantité d'arbres rendait impossible, donnaient trop bas ou trop haut, et les obus, d'ailleurs bien dirigés, ne crevaient pas. Mais, après une heure, ces pièces quittèrent Honau pour se retirer en partie dans les retranchements de Gislikon.

Le commandant de l'artillerie, voyant le combat de Honau, fit mettre ses six obusiers de vingt-quatre en position. Ce feu du flanc produisit un grand effet et décida l'évacuation de Honau. Mais l'artillerie de réserve ne put point parvenir à trouver de position favorable pour battre les fortifications de Gislikon qui, si elles n'eussent été tournées, pouvaient offrir un grand obstacle. Il eût fallu passer du côté de Pfaffwyl; mais la forêt voisine était occupée par le landsturm, et les troupes de la troisième division n'arrivaient pas encore. Ces fortifications furent évacuées dans l'après-midi, par suite des succès des première et deuxième brigades sur la rive droite de la Reuss. La troisième en prit possession vers les quatre heures et l'artillerie de réserve retourna bivouaquer à Klein-Dietwyl.

Le gouvernement et l'autorité militaire de Lucerne avaient quitté la ville pendant la nuit; leurs troupes étaient licenciées et se retiraient; le landsturm se dispersait; des parlementaires vinrent, au nom de la municipalité de Lucerne, recommander la ville à un traitement fédéral qui protégeât les personnes, la propriété et l'ordre public.

Le lendemain 24 toute la division entra à Lucerne vers les 10 heures du matin. Le drapeau blanc était arboré aux tours et aux principaux édifices.

Reste à décrire la marche de la cinquième division.

La première brigade de cette division avec une brigade de réserve stationnées, la première aux environs de Richtersweil, la dernière derrière le canal de la Linth, devaient menacer la partie septentrionale du canton de Schwyz, et occuper les troupes de ce canton, pour détourner leur attention de Küssnacht et de Schwyz. Une méprise et un accident imprévu retardèrent d'un jour les opérations de la première et, au lieu d'entrer déjà le 23 dans le canton de Schwyz, elle ne le fit

que le 24. Les Schwyzois purent alors, à la Schindellegi et à Hütten, opposer plus de forces aux troupes fédérales qu'ils ne l'auraient fait le jour précédent, ce qui occasionna quelques pertes en morts et blessés; cependant la brigade réussit à occuper, vers le soir, les districts de Wollrau et de Pfäffikon et à ouvrir la communication par le pont de Rapperschwyl.

La brigade de réserve avait pénétré dans la Marche déjà le 23 et le commandant conclut ce même jour à Lachen, avec les autorités de ce district, une convention suivant laquelle, cette partie du canton de Schwyz déposait entièrement les armes se mettait sous la protection de la Confédération, en se soumettant aux arrêtés de la diète, et déclarait vouloir recevoir amicalement les troupes fédérales, en retour de quoi, celles-ci promettaient le maintien de l'ordre public et la garantie de la sûreté des personnes et de la propriété.

La seconde brigade, avec une compagnie de cavalerie, une demi-compagnie de sapeurs et la batterie de canons de six (Heylandt) avait été chargée de se rassembler le 22 aux environs de Maschwanden, d'entrer dans le canton de Zug et de pénétrer jusqu'à Saint-Wolfgang pour protéger la construction du pont près de Sins par lequel la brigade Egloff devait passer la Reuss. La capitulation de Zug, ratifiée le 22, rendit l'exécution très-facile. Cette même capitulation permit à la troisième brigade de passer le même jour la frontière de Zug, près de Knonau et de s'avancer jusqu'à Cham.

La brigade de réserve n° 1 allait en même temps occuper la ville de Zug, avec Baar et Menzingen. Partout elle fut bien reçue.

Les deux batteries d'artillerie de réserve, sous le commandement du major fédéral Näff, et deux bataillons de landwehr zuricois, formaient la réserve de la seconde et de la troisième brigade.

La nuit du 22 au 23 fut passée par la seconde et la troisième brigade dans leurs positions près de Cham, Saint-Wolfgang et Sins; elles quittèrent le bivouac aussitôt que la brigade Egloff eut passé la Reuss et se dirigèrent sur Meierskappel; la seconde brigade marcha à gauche en longeant le lac de Zug; la troisième suivit par Holzhäusern en entretenant les communications.

Les deux batteries de l'artillerie de réserve qui avaient couché à Knonau eurent bientôt rejoint la colonne et s'avancèrent avec elle; au moment où la quatrième division était engagée avec l'ennemi à Honau, la troisième brigade de la cinquième division, arrivée à Bonas, fut arrêtée par une vive fusillade. La batterie Heylandt ouvrit son feu, la brigade se forma en bataille sur deux lignes couvertes par les tirailleurs; un bataillon zuricois martha à droite pour tourner la position par Ebikon;

ce mouvement fut exécuté malgré une vive résistance qui força le bataillon à se replier momentanément, en laissant en arrière un capitaine blessé; le major, le porte-enseigne et le capitaine du génie le ramenèrent.

L'explosion de deux mines au défilé d'Ebikon ne put arrêter le bataillon zuricois renforcé par un détachement de carabiniers; le feu de la batterie avait aussi ébranlé l'adversaire; il reculait; les brigades avançaient et entraient à Meierskappel. La troisième brigade se dirigea vers Küssnacht en prenant le chemin de Böschentroth et du Kiemen, poussant devant elle deux bataillons schwyzois qui ne purent pas même prendre position derrière un retranchement près du pont de Böschentroth, lequel d'ailleurs était détruit en partie et encombré par un abattis. Pendant que le pont était réparé pour le passage du canon, l'infanterie montait le Kiemen où elle fut reçue par les boulets de l'artillerie schwyzoise; celle-ci ne recula que lorsque la batterie Heylandt arriva et ouvrit son feu, et lorsqu'elle se vit tournée par un bataillon fédéral marchant sur Immensee et la chapelle de Guillaume Tell. La brigade fédérale occupa le Kiemen et prépara son bivouac sur la pente méridionale de la montagne, d'où la batterie dominait les routes de Küssnacht et d'Arth. Cette position fut gardée jusqu'au 26 novembre (pendant deux jours et trois nuits), jour de la capitulation de Schwyz.

La deuxième brigade avait tourné à droite et pris le chemin d'Udligenschwyl, mais à peine avait-elle quitté Meierskappel, que trois bataillons du Sonderbund, avec le corps des vengeurs, s'opposèrent à sa marche et ouvrirent leur feu. De forts détachements de tirailleurs, envoyés dans le flanc de cette troupe, l'obligèrent à quitter ses positions et à se retirer sur Lucerne, par les crêtes de Rothenberg. La perte n'a été que de quatre hommes tués et huit blessés.

La brigade arriva à Udligenschwyl sans résistance et elle prépara son bivouac en avant de ce village. L'approche d'un détachement de landsturm causa bien une alerte dans la nuit, mais la tranquillité fut bientôt rétablie.

Le commandant de la division avait pris son quartier-général à Udligenschwyl, où le rejoignit son artillerie pendant la nuit; il y reçut avis, vers le matin, des succès obtenus par la quatrième division; il ordonna en conséquence de marcher en avant, et sa colonne était déjà en mouvement quand il apprit la suspension des hostilités. Une députation de la ville se présenta pour demander le maintien de l'ordre et la sûreté dans la ville. La division y entra vers les 10 heures.

Le grand état-major avait quitté Arau le 22 pour aller à Muri; le lendemain il s'avança jusqu'à Sins pour être plus près des opérations;

le soir un billet du commandant de la quatrième division, écrit au crayon, vint annoncer au général que la division avait pris position à Roth, et que le pont de Gislikon était libre et praticable.

Après minuit arriva un courrier avec une lettre de la part du commandant des troupes du Sonderbund demandant un armistice de 48 heures; mais cette demande ne put pas être accordée, et la soumission pure et simple de Lucerne fut exigée, en promettant de protéger les personnes et les propriétés. Peu de temps après il se présenta chez le général une députation de la municipalité de Lucerne, qui, dans l'absence d'autres autorités, s'était mise à la tête des affaires; elle vint déclarer la cessation de toute hostilité de la part de Lucerne et la soumission à l'autorité fédérale; elle promettait de bien recevoir les troupes fédérales et demandait le maintien de l'ordre, de la tranquillité et la sûreté des personnes et de la propriété. Le général promettait de faire son possible sous ce rapport et demandait que le drapeau de la Confédération fût arboré sans délai sur quelques tours de Lucerne, pour faire voir aux troupes qu'elles entraient dans une ville fédérale.

A la pointe du jour du 24, le grand état-major se mit en route pour arriver à Lucerne avant le gros de l'armée et pour prendre là les mesures nécessaires pour garantir l'ordre dans la ville et empêcher un trop grand encombrement.

Le commandant de la quatrième division fut désigné pour commandant de place et les rayons suivants furent indiqués aux différentes parties de l'armée:

A la *division de réserve* de Berne, comme il a déjà été dit: Kriens Horw, Winkel et puis retour à la maison.

A la *deuxième division*: Littau, Malters et le faubourg occidental de Lucerne; quartier-général aux bains de Rothen; le commandant y trouvant là un hôpital, prit son quartier-général à l'Emmenbaum. Plus tard cette division dut occuper les préfectures d'Entlebuch et de Willisau.

A la *troisième division*: Rothenbourg, Inwyl, Eschenbach; quartier-général Rothenbourg; plus tard cette division dut occuper les préfectures de Hochdorf et de Sursée.

A la *quatrième division*: Lucerne, Ebikon, Roth; quartier-général à Lucerne.

A la *cinquième division*: Udligenschwyl, Adligenschwyl, Meggen; quartier-général à Seebourg près Lucerne et une partie de la division dans le canton de Zug.

A l'*artillerie de réserve*: Emmen.

Comme les diverses divisions, par suite même de la précision de leurs mouvements, entraient en même temps dans Lucerne et que leur

marche fut rapide, ces ordres de dislocation ne purent pas arriver à temps, en sorte qu'il y eut, au premier moment, un grand encombrement dans la ville. Cependant, dès le jour même, on put en faire sortir quelques corps qui furent suivis par d'autres le lendemain, et peu à peu l'encombrement cessa. M. le colonel Ziegler, qui avait été désigné pour commander la place, parvint à y établir un très-bon ordre.

Pendant ce temps les brigades de cavalerie de réserve, sous les ordres du chef de cette arme, parcouraient le pays aux environs de Sursée et dans le Freiamt pour assurer les derrières de l'armée et maintenir ses communications avec ses magasins.

Le 26 novembre trois brigades de cavalerie réunies passèrent à Lucerne, où elles défilèrent devant le général, elles furent licenciées le 27, comme inutiles pour les opérations ultérieures.

Un demi-bataillon de troupes valaisannes, qui était resté à Lucerne et avait déposé les armes, fut instradé à Bâle, où il eut à attendre de nouveaux ordres.

Il est clair que l'entrée dans la capitale d'un canton qui avait fait résistance ne pouvait pas s'effectuer sans quelques excès; mais le récit en a été beaucoup exagéré, et la plupart des désordres qui eurent lieu peuvent être attribués à quelques malveillants qui excitaient les soldats contre telle ou telle maison. Des enquêtes sérieuses ont été faites et la justesse de cette assertion a été suffisamment prouvée.

Le commandant en chef fit connaître immédiatement aux gouvernements des États de Schwyz, Uri et Unterwalden, la chute de Lucerne et les invita à se soumettre, sans ultérieure résistance, aux décrets de la haute diète. Cette invitation ne fut pas sans résultat; déjà dans la nuit du 24 au 25 novembre il se présenta un député d'Obwalden, M. Michel, de Kerns, qui venait déclarer au nom du pays l'abandon de la ligue séparée, en demandant qu'on voulût faire abstraction d'une occupation militaire d'Obwalden. Cette dernière demande ne pouvait cependant pas être agréée, mais les conditions d'une convention furent posées et le lendemain 25, à onze heures du soir, les parties signaient cette convention, d'après laquelle le pays d'Obwalden renonçait à la ligue séparée, dite Sonderbund, promettait de faire déposer dans l'arsenal cantonal les armes de tout son contingent et du landsturm, de recevoir sans résistance des troupes fédérales et de les entretenir d'après les réglemens fédéraux; ces troupes devaient par contre maintenir l'ordre public et protéger la sûreté des personnes et de la propriété; enfin il fut convenu que toutes les questions non militaires, qui pourraient s'élever, seraient soumises à la haute diète.

Cette convention fut signée de la part d'Obwalden par MM. A. Michel, Landbauherr, et J. Britschgi, membre du conseil. En même temps se présentèrent MM. le landammann Ackermann, le landammann C. Zelger, le landammann Wirsch, le landesfähndrich Niederberger et le secrétaire d'état Odermatt, comme députés de Nidwalden, pour négocier la paix. Ils signèrent une convention conforme, et, le lendemain, deux bataillons, avec une compagnie de carabiniers, reçurent l'ordre d'aller occuper Obwalden; un contingent semblable fut envoyé à Nidwalden. Les deux détachements eurent à se réjouir de la meilleure réception.

Le 26 M. Oetiker, président du grand-conseil de Schwyz, et M. le conseiller Mettler, vinrent passer une convention à peu près dans les mêmes termes que celles d'Unterwalden; cette convention fut ratifiée le 27 par le grand-conseil de Schwyz, et les troupes fédérales entrèrent immédiatement dans ce canton.

Uri ne tarda pas à suivre l'exemple de Schwyz; MM. les landammann Z'graggen et Muheim signèrent à Lucerne le 27, avant-midi, un traité pareil et le landrath y donna sa ratification le lendemain.

En attendant les trois bateaux à vapeur avaient été mis à la disposition de l'autorité militaire et le jour suivant, pendant un temps superbe, ces trois bateaux, avec une demi-douzaine de bateaux de remorque, transportaient deux bataillons d'infanterie, deux compagnies de carabiniers et l'état-major de brigade suivi d'une douzaine de cavaliers à Fluelen. Leur réception fut la meilleure.

Six des cantons du ci-devant Sonderbund étaient donc occupés et il ne restait plus que le septième, le Valais. Avant de dire ce qui se passait par rapport à ce canton, tournons nos regards, pour quelques moments, vers le Tessin. Il a déjà été dit que le commandant de la sixième division avait été obligé de se retirer d'Airolo, qu'il avait demandé du renfort et qu'une nouvelle brigade avait été acheminée vers les Grisons, pour de là passer au Tessin, s'il était nécessaire.

Le commandant de la sixième division était de sa personne à Airolo, où il s'occupait de l'instruction de ses troupes en attendant des renforts; elles en avaient besoin, en particulier l'infanterie composée en grande partie de recrues. Il avait organisé un service de sûreté qui s'étendait du val Canaria au val Bedretto, et ses postes étaient fort avancés dans le val Tremola. Cependant le 17, au moment où le vent dissipait les brouillards et pendant que les officiers étaient rassemblés pour la théorie, on vit l'ennemi occuper les hauteurs et se disposer à l'attaque. La générale fut battue, les postes furent renforcés; mais ils durent céder aux attaquants plus nombreux et mieux placés. Les carabiniers et l'artillerie

ouvrirent le feu; au commencement l'infanterie tint ferme, mais voyant tomber un sous-lieutenant auquel un boulet avait emporté un bras, elle recula en désordre, malgré les encouragements du blessé lui-même; les carabiniers protégèrent sa retraite et ne reculèrent qu'après que l'artillerie eut pris le chemin de Madrano; à Madrano le combat continua, mais n'étant pas soutenus par l'infanterie, l'artillerie et les carabiniers se virent contraints de fléchir; la retraite ne fut point inquiétée; faute d'une bonne infanterie, on ne put pas s'arrêter à Dazio grande. On passa la nuit entre Faido et Biasca; le lendemain 18, la division se réunit à Bellinzona et s'y réorganisa.

Le 19 le moral de la troupe se trouvant remonté, elle se porta en avant jusque sur la Moëza où elle prit position, construisit des retranchements, barricada le pont et fit tout pour bien recevoir l'ennemi; les avant-postes étaient à une lieue et plus en avant, mais ils n'annonçaient pas l'approche des adversaires, qui en effet ne descendirent pas au-dessous de Biasca et commencèrent à se replier le 21. Quelques jours après, la convention de Lucerne leur fit poser les armes.

Pendant tout ce temps la brigade d'observation, faisant partie de la première division et gardant les frontières entre le canton de Vaud et celui du Valais, était restée dans sa position entre Villeneuve et Lavey; il est clair que les habitants de ce pays désiraient voir avancer les bataillons dans le Valais; le gouvernement du canton de Vaud partageait ces vues et les exprima à différentes reprises au commandant de la division; un détachement de volontaires valaisans, incorporé dans la division avec l'autorisation du conseil fédéral de la guerre, poussait aussi à l'attaque pour pouvoir rentrer dans ses foyers. Le général ne pouvait cependant pas consentir à une attaque qu'il regardait comme prématurée et sans nécessité absolue; si elle devenait inévitable, il fallait qu'elle fût appuyée par des troupes tirées de Lucerne. En attendant, le commandant de la division n° 1 avait fait venir de Fribourg quelques-uns de ses bataillons et appelé le second bataillon de Genève, pour remplacer des bataillons de la réserve vaudoise moins bien équipés.

En conséquence, et lorsque tout fut terminé à Lucerne, la brigade Egloff reçut l'ordre de partir pour aller s'établir provisoirement sur les bords du lac, entre Lausanne et Vevey; là elle n'augmentait pas l'encombrement des troupes stationnées le long du Rhône et, cependant, elle était sous la main pour les appuyer lorsqu'elles marcheraient contre le Valais. En même temps le général expédia, le 28 novembre, au gouvernement du Valais, une sommation de déposer les armes et de se soumettre aux décisions de la haute diète. Il était persuadé que le Valais ne continuerait pas seul une lutte désormais inutile et dont l'issue

ne pouvait être que désastreuse pour ce canton. Il lui offrait donc les mêmes conditions qu'aux autres États de la ligue séparée.

Le commandant de la première division avait aussi, de son côté, adressé une sommation semblable aux autorités valaisannes, et en effet Messieurs H. Ducrey et A. L. de Torrenté vinrent le 29 novembre signer à Bex une convention analogue à celle conclue entre le général et les autres cantons. La ratification du général et du gouvernement du Valais fut réservée; mais l'occupation dut avoir lieu immédiatement. La ratification du conseil d'État fut donnée le même jour et le 30 novembre les troupes fédérales entrèrent en Valais.

Le plan d'attaque avait été arrêté pour le cas où ce canton ne ferait pas sa soumission. Heureusement qu'il n'y eut pas lieu à le mettre à exécution et que la capitulation du Valais mit fin à toutes les hostilités.

Ainsi vingt-cinq jours après le décret d'exécution tout fut accompli. Ce décret est du 1 novembre, la capitulation de Fribourg du 14, la prise de Lucerne du 24 et, cinq jours après, la dernière convention était signée, sous réserve de ratification, entre le commandant de la première division et les délégués du Valais.

Il ne reste que peu de mots à dire sur le licenciement des troupes, pour terminer le récit de la campagne. L'envoi des commissaires fédéraux dans les divers cantons qui venaient de se soumettre à l'autorité de la diète et leurs actes politiques, ne sont pas du ressort de ce rapport.

Déjà le 17 novembre toute la seconde landwehr du canton d'Argovie fut licenciée, et le 21 les corps de la première landwehr du même canton furent réduits à la moitié de leur personnel.

Le 25 du même mois, après l'occupation du canton de Lucerne, le colonel Gmür reçut l'ordre de licencier toute la seconde landwehr de sa division avec la batterie de canons de huit de Zurich et l'état-major de la huitième brigade d'artillerie. Le lendemain 26 fut expédié l'ordre de licenciement de toute la landwehr, première et seconde classe, qui se trouvait encore dans les divisions Donats, Ziegler et Gmür; le même jour le commandant en chef de l'artillerie fut chargé de licencier trois batteries de canons de douze; le jour suivant 27 novembre, de nouveaux ordres de réduction furent donnés, et toute la cavalerie de réserve, toute l'artillerie de réserve, à l'exception d'une seule batterie de canons de douze, et tous les parcs de réserve et de dépôt, reçurent des feuilles de route pour regagner leurs cantons. La même chose fut faite par rapport à une batterie de canons de six et à la batterie d'obusiers de chacune des seconde, troisième, quatrième et cinquième divisions.

La division de réserve bernoise avait commencé le 26 la marche pour rentrer dans ses foyers; elle fut licenciée le 29 novembre. Le même jour, 29 novembre, tous les pontoniers reçurent la permission de retourner chez eux; les sapeurs, au contraire, furent chargés de démolir les retranchements, aux environs de Fribourg et de Lucerne, avec la perspective d'être licenciés aussitôt que ce travail, pour l'accélération duquel ils furent autorisés à requérir des communes des hommes de corvée, serait terminé. Le premier décembre l'ordre de licenciement fut expédié pour toute la landwehr de la première et de la sixième divisions, pour la brigade supplémentaire (Müller) de cette sixième division, et pour quatre compagnies de cavalerie des divisions. Le 4 décembre, la brigade Egloff, retournant de sa marche dans le Valais, fut licenciée en totalité avec son état-major, et le 5 la sixième division eut le même avantage; le même jour partit l'ordre de réduire tous les corps au pied fédéral, et aux prisonniers de guerre valaisans, réunis à Bâle, celui de regagner leurs foyers.

Le lendemain les sapeurs furent licenciés; le surlendemain, 7 décembre, les compagnies d'infanterie qui étaient encore au service à Bâle et tous les commandements de place dans les cantons extérieurs, à l'exception de Genève, furent dissous. L'effectif de l'armée diminuait de jour en jour et, le 18 décembre, un état-major de brigade (Blumer) fut encore licencié.

Le 21 décembre il n'y avait plus que les troupes suivantes sous les armes :

I. Dans le canton de Lucerne: 18 bataillons d'infanterie, 7 compagnies de carabiniers, 6 batteries d'artillerie et 3 compagnies de cavalerie. II. Dans le canton d'Uri: 2 bataillons d'infanterie et 2 compagnies de carabiniers. III. Dans le canton de Schwyz: 8 bataillons d'infanterie, 5 compagnies de carabiniers, 2 batteries d'artillerie et 2 compagnies de cavalerie. IV. Dans le canton d'Unterwalden: 2 bataillons d'infanterie. V. Dans le canton de Zug: 3 bataillons d'infanterie, une compagnie de carabiniers et une batterie d'artillerie. VI. Dans le canton de Fribourg: 2 bataillons d'infanterie, une compagnie de carabiniers et une batterie d'artillerie. VII. Dans le canton du Valais: 6 bataillons d'infanterie, une compagnie de carabiniers, une batterie d'artillerie et une demi-compagnie de cavalerie. VIII. Dans les cantons de Berne, Vaud et Genève, comme garnisons: 2 bataillons d'infanterie, une compagnie de carabiniers, une demi-compagnie de cavalerie et les artilleurs nécessaires pour l'armement de Genève.

Déjà le 17 décembre, l'évacuation d'Obwalden avait été ordonnée pour le 20 du même mois; plus tard, le 28, le vorort donna l'ordre de

retirer également toutes les troupes de Nidwalden. Tous les hommes revenaient de ce canton avec les meilleurs témoignages et avouaient avec plaisir le bon accueil qu'ils avaient trouvé; les rapports entre les habitants et les troupes avaient été des plus amicaux, et l'occupation a sûrement contribué à l'affermissement des sentiments de concorde qui doivent exister entre les confédérés.

Le 27 décembre, le licenciement de l'état-major de la première division qui, depuis le 24 se trouvait à Vevey, put être accordé; et, jusqu'au 31 décembre, 12 bataillons, 8 compagnies de carabiniers, 4 batteries d'artillerie et 3 compagnies de cavalerie des différentes divisions quittèrent l'armée. Le 3 janvier 1848, la moitié des troupes d'occupation d'Uri quittait ce canton et le reste suivit peu de jours après; les soldats rapportèrent également de ce canton des souvenirs agréables et en ont sûrement laissé de pareils; souvent les soldats partagèrent leurs rations avec les pauvres habitants qui devaient les loger et firent différents travaux dans les maisons. En sorte que l'occupation n'aura pas été sans quelqu'influence pour répandre des sentiments de fraternité et de concorde chez des populations qui vivent peut-être trop isolées.

Le 4 janvier, après une nouvelle réduction de troupes très-considérable, on ordonna la fusion des deux divisions restantes en une seule. Cependant d'autres licenciements, notamment celui de tous les carabiniers, suivirent bientôt.

Le 28 janvier on put donner l'ordre d'évacuer le canton de Zug, et, peu de jours après, les troupes quittaient ce charmant pays, emportant des témoignages de leur bonne conduite.

Au commencement du mois de février, deux bataillons de Zurich, deux de Berne, un d'Argovie et un de St-Gall, se trouvaient encore dans les cantons de Lucerne et de Schwyz; il y avait aussi un bataillon d'Argovie dans le canton de Fribourg et deux bataillons, l'un de Vaud et l'autre de Genève, dans le Valais. Vers le milieu du mois, le vorort donna l'autorisation du licenciement d'un nouveau bataillon dans le canton de Schwyz et de l'évacuation totale du canton de Fribourg; cette nouvelle réduction rendit aussi possible le renvoi du dernier état-major de division et d'un état-major de brigade (Kurz). En conséquence un bataillon de Zurich quitta Lucerne le 15, et un bataillon argovien partit le 16 de Fribourg; des deux côtés on se quitta avec les marques les plus sincères de sentiments fédéraux.

Le 18, il ne restait au service fédéral que deux bataillons dans le canton du Valais, sous le commandement du colonel Kurz, qui fut relevé le 23 par le colonel a Bundi; trois bataillons dans le canton de Lucerne,

sous le commandement du colonel König, et deux bataillons dans le canton de Schwyz, sous le commandement du colonel Ritter.

La haute diète avait antérieurement ordonné que, si l'occupation devait se prolonger au-delà du 20 février, les bataillons seraient relevés et, quelques jours plus tard, elle permit au commandant en chef de rentrer dans ses foyers; bien reconnaissant de cette faveur il quitta Berne le 17 février.

Le 19 février le vorort accorda le licenciement à un des bataillons stationnés dans le canton du Valais et invita en même temps l'autorité militaire d'expédier aux représentants fédéraux, dans les cantons de Lucerne et de Schwyz, les feuilles de route nécessaires pour le retour dans leurs foyers des troupes qui restaient encore dans ces cantons, afin que ces messieurs pussent en faire usage aussitôt que les conditions nécessaires pour l'évacuation de leur territoire auraient été remplies par les gouvernements de ces cantons. Le même jour, tous les ordres nécessaires furent expédiés de manière que dans peu de jours il ne dut rester au service qu'un bataillon de Genève dans le Valais, sous le commandement supérieur du colonel fédéral a Bundi.

Le grand état-major avait reçu le 18 l'autorisation de se dissoudre aussi vite que ses occupations le permettraient. Déjà le 19 février plusieurs officiers furent en conséquence licenciés, et le chef de l'état-major fédéral fermait son bureau et dissolvait le reste de son état-major le 22, après avoir expédié ce même jour la feuille de route au bataillon genevois et à l'état-major de brigade qui se trouvaient encore au Valais.

Il ne restait donc plus au service que le commissariat et l'état-major judiciaire; mais le commissariat réduisit aussi son personnel et les deux tribunaux de guerre, l'un siégeant à Zurich, l'autre depuis quelque temps à Vevey où il s'était transporté après avoir terminé ses affaires à Berne, tâchaient de finir le plus vite possible leurs travaux.

Seconde partie.

REMARQUES ET OBSERVATIONS PARTICULIÈRES SUR LES DIFFÉRENTES ARMES ET BRANCHES MILITAIRES.

La Suisse a étonné l'Europe par la promptitude avec laquelle elle a mis sur pied une armée de près de cent mille hommes et par les moyens qu'elle a déployés pour la faire agir dans le but d'étouffer promptement

une guerre intestine et de ramener à la Confédération des frères égarés qui, de leur côté, avaient déployé des forces imposantes.

L'empressement de la majeure partie des milices à prendre les armes fut grand; elles déployèrent du courage dans les combats et de la patience à supporter les fatigues et les privations d'une campagne d'hiver, les marches forcées, les bivouacs ne les rebutèrent point; leur conduite fut en général très-louable.

Si la discipline a été en souffrance dans quelques corps, il fallait en chercher la cause dans le défaut d'expérience et quelquefois dans le manque d'énergie de quelques officiers. Il faut le reconnaître, on ne s'attache pas assez dans quelques cantons aux conditions indispensables pour un bon choix; les officiers, ainsi nommés, ne connaissent assez ni leurs devoirs, ni leur compétence; les soldats ne tardent pas à s'apercevoir de leur faiblesse et à en profiter. Puissent donc les gouvernements cantonaux faire tous leurs efforts pour ne donner à leurs milices que des officiers suffisamment instruits et capables de conduire le soldat. On a cependant pu se convaincre, dans cette campagne, que la plupart des cantons ont beaucoup fait pour le militaire; que le matériel, l'armement et l'habillement sont bons; que l'instruction, surtout celle des armes spéciales, a été soignée.

La partie la plus faible de l'instruction a été, en général, celle du service de sûreté. Elle mérite cependant la plus sérieuse attention; car la moindre négligence dans ce service peut avoir les plus graves conséquences, non seulement pour le corps qui l'a commise, mais pour l'armée entière.

Une autre partie faible, faute de règlement, c'est l'organisation du train des bagages. La réquisition de chevaux et même celle des voitures pour les transports est très-difficile dans des moments d'encombrement, et, comme les chars requis sont ordinairement mal appropriés au chargement d'effets militaires, il en résulte de grandes incommodités; les officiers, de leur côté, ne se tiennent pas aux prescriptions réglementaires pour le poids des bagages et prennent avec eux beaucoup trop d'effets. On devrait donc faire construire, tant pour les états-majors que pour les troupes et d'après un bon modèle, des fourgons simples, commodes et légers, pour transporter les caisses des armuriers, les pharmacies et les effets nécessaires; ces voitures seraient attelées avec des chevaux du train et marcheraient sous un commandement particulier. On a eu occasion d'observer quelle confusion pouvait résulter seulement du manque des lanternes d'écurie, qu'on ne trouve nulle part aux chars ordinaires de réquisition.

Ces fourgons suivraient les troupes ou transporteraient les effets à des endroits désignés pour désencombrer les routes et les champs de bataille. Cette modification aux règlements fédéraux est de la plus grande importance; on n'en saurait douter quand on a vu l'accumulation de chars, de voitures de toute espèce, attelés de bœufs et même de vaches, faute de chevaux, qui obstruaient les routes entre Sins et Klein-Dietwyl, le jour du combat de Gislikon; et partout on a eu à se plaindre des mêmes embarras dont les conséquences, en cas de revers, eussent été désastreuses. Il n'y a pas d'objet qui mérite, de la part de la haute diète, une plus sérieuse attention.

Chaque officier devrait avoir avec lui un petit havre-sac, qu'il porterait facilement et qui ne contiendrait que les objets les plus indispensables.

Un autre inconvénient est celui que présentent les marmites et les bidons qui, calculés pour une escouade, sont portés par un seul homme; si cet homme tombe, ou reste en arrière, toute l'escouade est privée des moyens de faire sa cuisine; et, combien de fois, cet accident ne peut-il pas arriver.

Les tableaux de situation et les différents rapports n'ont pas toujours été dressés dans le temps prescrit et avec l'ordre nécessaire. Cette branche extrêmement essentielle, tant pour connaître la force journalière de l'armée et ses besoins, que pour tenir une bonne comptabilité, n'est pas encore arrivée au point désirable. On a le préjugé de la regarder comme secondaire ou trop difficile. Il serait donc convenable de porter son attention sur ces travaux de bureaux, de les simplifier et faciliter; mais d'exiger ensuite qu'ils fussent bien exécutés, et que les officiers reçussent à cet égard l'instruction nécessaire.

Passons maintenant aux observations plus particulières aux différentes armes.

A. Combattants.

I. ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

L'état-major général de la Confédération a été presque entièrement refondu au commencement de la campagne et pendant sa durée; il a été appelé au service en presque totalité. On a reconnu chez tous les officiers de cette branche beaucoup de zèle et de bonne volonté, et, si ses connaissances n'étaient pas toujours à la hauteur des fonctions, le zèle y suppléait autant que possible. Mais cela ne suffisait pas toujours,

et si l'on réfléchit à la haute importance de l'état-major général, on ne peut pas se dissimuler qu'il faut s'attacher sérieusement à lui donner une instruction convenable et exiger des candidats des connaissances théoriques et pratiques. Les connaissances nécessaires ne peuvent pas être acquises dans les grades de sous-lieutenant et de lieutenant d'état-major; il vaudrait mieux que les aspirants eussent servi pendant quelques années comme officiers dans la cavalerie, les carabiniers ou l'infanterie et suivi, après cela, un cours à l'école militaire, pour apprendre à juger le terrain, l'emploi des armes différentes, le choix des positions etc. Une fois nommés dans l'état-major général, ils devraient être tenus d'avoir toujours un cheval de selle et être souvent appelés en activité de service, soit dans des camps ou des inspections, soit dans des travaux de reconnaissance et autres. Mais en exigeant davantage de ces officiers, on ne devrait pas les décourager en leur préférant pour l'avancement des officiers cantonaux quelquefois moins propres à leurs nouvelles fonctions. On peut affirmer que tant qu'on suivra ce déplorable système, on n'aura point en Suisse un véritable corps d'état-major.

Les officiers de cette arme devraient aussi être indemnisés — pour l'entretien d'un cheval.

Si l'emploi d'officiers trop jeunes et trop peu expérimentés, comme officiers d'état-major, nuit au service, parce qu'ils ne connaissent ni l'étendue ni la haute importance de leurs fonctions, et si un bon choix est nécessaire, on ne doit pas être moins attentif à la désignation des officiers d'ordonnance. Il faut pour cela des officiers courageux, adroits, bons cavaliers et connaissant les règlements. Mais aussi ces officiers devraient être indemnisés en juste proportion de ce qu'on exige d'eux, et la bonification d'une ration de fourrage pendant quarante jours après la campagne, est bien loin de ce que demande l'équité.

Pour les grades supérieurs dans l'état-major général, on devrait redoubler d'attention et tâcher d'offrir aussi à ces officiers un moyen d'instruction en les envoyant aux frais de la Confédération aux manœuvres et camps des armées étrangères.

II. GÉNIE.

Les pontonniers ont donné des preuves d'adresse; plusieurs ponts ont été construits avec célérité. Il serait néanmoins désirable que quelques sous-lieutenants d'Argovie suivissent un cours de pontonniers à Zurich; on n'a pas encore en Argovie le matériel nécessaire pour faire une instruction complète. Le train à la Birago de Berne a été trouvé très-avantageux; le pont qu'on a construit près de Rathhausen a fait reconnaître

les avantages de ce système. Il serait beaucoup préférable de conduire le matériel des pontons avec des chevaux du train, sous le commandement d'un officier spécial. On pourrait tirer les chevaux au besoin, des parcs de réserve. La méthode de faire atteler ces voitures avec des chevaux de réquisition est vicieuse, très-souvent on ne peut pas se les procurer en nombre suffisant et ceux qu'on obtient ne marchent pas bien ensemble.

Les sapeurs ont montré aussi leur capacité, ils ont construit la tête du pont d'Ottenbach, fait plusieurs ouvrages à la frontière du Valais, élevé dans une nuit le retranchement de Cormanon et ils ont donné en beaucoup d'endroits de nombreuses preuves de leur dextérité en renversant les abattis qui encombraient les routes et en rétablissant des ponts détruits. En somme le corps du génie a rendu de bons services à l'armée.

L'utilité d'un char à outils, dans chaque brigade, ne peut plus être contestée, et il serait à désirer qu'un certain nombre de ces chars ou fourgons fût établi, surtout dans les cantons qui fournissent des sapeurs.

III. ARTILLERIE.

Les artilleurs surnuméraires de plusieurs batteries portaient des mousquetons et marchaient en avant des pièces. Les mousquetons, douze par batterie, étaient, quand on ne s'en servait pas, enfermés dans une caisse fixée au-dessous du soufflet de la forge. Cette méthode devrait être partout imitée, les batteries ayant besoin, dans une foule de cas, d'une garde immédiate. Les trompettes, par contre, manquaient généralement ou de pistolets ou de munitions; il serait aussi bon que chaque soldat du train eût au moins un pistolet et un sabre plus long que celui qu'il porte actuellement.

Quant à l'habillement, deux paires de pantalons de drap pour tous les hommes et garnis de cuir pour ceux qui doivent monter à cheval, ne semblent pas de trop; les capotes des sous-officiers obligés de monter à cheval devraient être remplacées par des manteaux.

On a reconnu, à quelques exceptions près, que le personnel de l'artillerie montrait du zèle pour le service et de l'assiduité pour maintenir en bon état le matériel et les chevaux. Ces derniers souffraient néanmoins, en plusieurs batteries, par la mauvaise qualité des harnais, qui étaient en partie trop durs et trop vieux et souvent mal ajustés au cheval. Les harnais sont d'ailleurs vieux par rapport aux avaloires et aux sellettes. Il vaudrait en général mieux que le foin ne fût pas chargé sur les sellettes, mais sur des chars exprès.

L'instruction laisse presque partout quelque chose à désirer, surtout par rapport à l'uniformité et à une plus grande mobilité; peu de sous-officiers savent bien monter à cheval. Les cantons qui ne fournissent que peu d'artillerie feraient bien de s'entendre avec les grands cantons pour une instruction en commun. Les compagnies de parc ne connaissent pas suffisamment les travaux du laboratoire, ni la confection de la munition, ni son chargement dans les caissons. Le train non organisé devrait être augmenté, mis en compagnies et bien instruit. Alors il serait nécessaire de réunir de temps en temps plusieurs compagnies d'artillerie, de différents calibres, avec le train nécessaire et avec les compagnies de parcs, pour bien manœuvrer et travailler à la confection de la munition.

Il semble aussi qu'une composition des batteries en quatre pièces de canons et deux obusiers serait une grande amélioration du système actuel. La mobilité ne souffrirait pas beaucoup, mais on épargnerait en personnel, surtout d'officiers et de sous-officiers, en voitures de guerre et en chevaux, et on aurait toujours à sa disposition des bouches à feu de toutes espèces. L'introduction des obusiers longs serait aussi préférable au maintien des obusiers courts. Une augmentation de l'artillerie est absolument nécessaire; les milices non accoutumées à la guerre veulent de l'artillerie avec elles, et le bon effet moral qu'elle produit ne peut pas être contesté. Nous ne manquons pas de pièces en Suisse; il y a bon nombre de canons de huit, qu'on devrait conserver; mais il serait alors nécessaire d'augmenter le personnel des compagnies, ce qui n'offrirait pas de difficultés; les chevaux se trouveraient également.

Les roues et les timons de rechange, comme les affûts de réserve pour le train, devraient être plus nombreux, et les prolonges, traits et balances au moins au complet; l'emploi des prolonges semble surtout avantageux quand on marche à l'ennemi, pour que les soldats du train qui sont exposés au feu sans défense, et souvent intimidés par cela même, ne pussent pas partir en laissant leurs canoniers à leurs pièces.

Les seaux à refroidir sont aussi susceptibles d'un perfectionnement comme les caisses d'outils qui renferment beaucoup d'instruments superflus et manquent de quelques-uns très-nécessaires.

L'étoffe dont les sachets des cartouches sont confectionnés en Argovie est très-recommandable pour être généralement introduite; on devrait aussi hâter l'introduction des étoupilles à friction. Une inspection scrupuleuse de toute la munition qui se trouve actuellement dans les cantons devrait avoir lieu et surtout de la munition d'artillerie et parmi celle-ci des obus; beaucoup de celle-ci ne convient pas à l'emploi et il faut que ce vice soit corrigé. Il serait aussi bon de réfléchir si le remplacement

de quelques boîtes à mitraille par des obus incendiaires dans les caissons des batteries, n'offrirait pas des avantages.

Une dernière question enfin, pour ne pas donner à cette partie du rapport trop d'étendue, est celle de savoir s'il ne serait pas convenable d'évaluer à l'entrée d'une campagne, les voitures et le matériel de guerre des cantons, comme cela se fait pour les chevaux et de faire, à la sortie du service, une seconde estimation pour rembourser aux cantons la valeur perdue. Cette mesure semble d'autant plus juste, que le matériel fourni n'est pas toujours neuf et de la même valeur.

IV. CAVALERIE.

Cette arme, si longtemps négligée en Suisse, a prouvé qu'elle est pourtant susceptible de rendre de bons services à la Confédération. La cavalerie de réserve, réunie en trois brigades, a été vraiment utile. Les compagnies attachées au grand état-major et aux divisions méritent généralement des louanges. Cependant cette arme pourrait acquérir un plus haut degré d'utilité, si l'on changeait le système vicieux auquel elle est assujettie.

Elle devrait être déchargée entièrement du service des estaffettes, dont on abuse généralement et qui abîme hommes et chevaux. Ce service pourrait être fait, soit par un corps particulier de guides, comme cela a été plus d'une fois proposé, soit par des relais de pédon, de cavaliers ou de voitures légères, convenablement établis suivant les besoins. Alors, la cavalerie aurait besoin d'une nouvelle organisation, d'une instruction plus uniforme et plus étendue, et d'un état-major spécial qui la surveillât plus particulièrement.

Par cette nouvelle organisation, on devrait créer des compagnies plus fortes pour le service de guerre, et une autre espèce de cavalerie légère destinée au service d'escorte auprès des états-majors, des guides enfin, qui n'auraient pas besoin d'être divisés en compagnies, ni de connaître l'école d'escadron, mais qui seraient néanmoins propres à faire au besoin, et s'ils se trouvaient réunis en nombre suffisant, le service de sûreté.

La Suisse ne manque ni de chevaux ni d'hommes propres à ce service, et les frais ne surpasseraient pas de beaucoup les frais actuels, si on réfléchit aux grands dédommagements qu'il faut payer, après chaque campagne, pour les chevaux ruinés.

La nécessité d'une instruction plus centralisée entraîne celle de réunions régulières de plusieurs escadrons. Ces réunions sont urgentes, mais l'état-major de cavalerie saura les rendre utiles; et on reconnaîtra la

force et la vraie destination de notre cavalerie qui manquera alors beaucoup moins de recrues que cela n'a lieu maintenant.

V. CARABINIERS.

Si une réorganisation de la cavalerie est nécessaire, elle l'est également pour les carabiniers, qui forment un corps beaucoup trop lourd. Pour une guerre de défense ce vice est moins sensible, parce que les carabiniers prennent, dans la plupart des cas, commodément leurs positions; mais néanmoins ils ont des marches à faire et alors, aussi bien que dans des mouvements offensifs, ils restent en arrière, et on les voit mettre une partie de leur équipement sur des chars, à la réquisition desquels ils n'ont aucun droit et qui encombrant les routes. L'infanterie, voyant ces voitures, devient mécontente et veut aussi des chars pour le transport de ses sacs; delà des demandes inadmissibles, des refus fâcheux, souvent du désordre, et, si les carabiniers sont trop pesamment équipés pour leur service ordinaire, comment pourrait-on les employer en campagne où, souvent, ils doivent s'éparpiller comme des troupes légères! Il faut absolument obvier à cet inconvénient et il semblerait avantageux de créer deux espèces de carabiniers. Les uns, carabiniers de position, formés en compagnies moins nombreuses, garderaient leur équipement actuel, peut-être même pourrait-on les munir de quelques fusils de rempart qu'ils transporteraient sur leur caisson. Les autres, carabiniers légers, recevraient la carabine à l'Américaine, se chargeant avec des cartouches; le poids de leur équipement serait considérablement diminué et ces carabiniers seraient plus propres aux mouvements qu'on en exige. Les officiers devraient être mieux exercés aux manœuvres et instruits à choisir les positions convenables pour couvrir les mouvements de l'infanterie, protéger ses ailes, soutenir l'artillerie etc. Alors l'arme des carabiniers, si nationale en Suisse, acquerrait toute l'utilité dont elle est susceptible.

VI. INFANTERIE.

L'infanterie, le fort de l'armée, s'est montrée généralement bonne; et, quoiqu'elle ait bien supporté les marches forcées et les fatigues de la guerre, on a cependant pu reconnaître qu'il serait désirable de diminuer le poids de ses effets. La grande tenue des troupes est sûrement belle, mais il reste à examiner s'il ne vaudrait pas mieux, pour l'économie et la commodité, supprimer l'habit et ne donner au soldat que la veste ronde et la capote; deux chemises seraient suffisantes; et les brosses,

boîtes à graisse et instruments de propreté pourraient probablement être diminués en ce que chaque homme n'est pas obligé d'avoir pour lui seul tout cet appareil ; le sac deviendrait par cela plus léger et plus facile à charger et à porter. Beaucoup de soldats ne savent pas bien charger leur sac, le fond en est trop rond, ce qui est très-mauvais pour le port et blesse la vue.

Les guêtres devraient monter plus haut et mieux couvrir le pied ; telles qu'elles sont, elles ne remplissent qu'imparfaitement leur objet ; l'homme marche aussi d'autant plus facilement, que la giberne, le sabre et le sac sont mieux ajustés et mieux portés. Ce port est souvent très-négligé et vicieux, le sac pend en arrière et trop bas, ce qui empêche d'ouvrir la giberne et de saisir la cartouche.

Les tampons pour couvrir la cheminée des fusils à piston ont l'inconvénient que, peu à peu, la peau se parcelle sous le chien, s'introduit dans la cheminée et la bouche ; il vaudrait mieux la changer contre un anneau, ou la supprimer entièrement en campagne.

L'instruction des troupes s'est montrée incomplète par rapport au service de sûreté et même au service de garde ; une espèce d'indifférence ou d'insouciance s'y est fait généralement apercevoir, et rien n'est plus dangereux ; on ne peut pas assez recommander aux cantons de porter leur attention sur ce point capital. La remise régulière des états de situation et des rapports, était aussi une des parties les plus faibles ; une instruction sur ce sujet plus approfondie qu'elle n'a eu lieu jusqu'à présent, est absolument nécessaire.

On peut reprocher à plusieurs bataillons de n'avoir observé aucun ordre dans les marches, ce qui doit être attribué à l'insouciance ou l'incapacité des officiers supérieurs. Ce désordre, pouvant attirer les plus grands désastres, doit être sévèrement réprimé. Dans une marche tumultueuse toute discipline disparaît ; les soldats se laissent facilement aller aux séductions des malveillants et l'expérience a prouvé en effet, que si des actes fâcheux ont eu lieu pendant le cours de la campagne, on devait surtout les attribuer à des bataillons qui n'avaient pas été en ordre pendant la marche. Que les officiers supérieurs se fassent un de leurs premiers devoirs d'obvier à cet inconvénient ; ils seront alors secondés des officiers des compagnies et ils s'épargneront bien des désagréments et des reproches.

On n'a pas réduit au pied fédéral les bataillons entrés au service, ce qui a eu l'inconvénient que les bataillons étaient très-inégaux. Il aurait mieux valu renforcer par les surnuméraires les bataillons de réserve ordinairement beaucoup moins complets.

La réserve mériterait d'ailleurs que l'autorité fédérale s'en occupât davantage, en la soumettant à son contrôle comme les troupes du contingent.

Le partage des bataillons en demi-bataillons, là où il a été pratiqué, s'est montré très-avantageux; la mobilité y gagne et l'ordre est plus facile à maintenir. Le chef du bataillon commande le demi-bataillon de droite et le major le demi-bataillon de gauche.

Un inconvénient auquel il serait nécessaire d'obvier, c'est la dilapidation des cartouches. Cet objet doit être recommandé à l'attention sérieuse des gouvernements cantonaux et du conseil fédéral de la guerre.

B. Non combattants.

I. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET ÉTAT-MAJOR JUDICIAIRE.

L'administration de la justice militaire a été imparfaite dans un point et lente dans un autre; imparfaite parce que peu d'officiers des troupes connaissaient leur compétence et en faisaient l'usage réglementaire; lente par les formes que prescrit la loi judiciaire, en sorte que la punition des délits n'ayant lieu, en général, qu'après le licenciement, perd les avantages de l'impression qu'elle produirait sur le reste de la troupe. Les articles de guerre n'ont pas pu être lus dans toutes les compagnies; on n'avait pas le nombre d'exemplaires nécessaire, surtout en français. Il faut remplir cette lacune.

La disposition par laquelle on avait attaché un auditeur à chaque division est fort bonne, mais elle est encore insuffisante. Il serait bon d'attacher un auditeur à chaque brigade pour accélérer les enquêtes et la marche de la justice.

On aurait alors la possibilité de nommer, pour chaque brigade ou au moins pour chaque division, un tribunal de guerre, parce que parmi les troupes il ne manque pas de personnes capables de remplir ces fonctions, et alors la justice pourrait être administrée d'une manière beaucoup plus prompte et sans doute beaucoup moins coûteuse. L'objection d'une trop grande inégalité dans l'application de la loi par les différents tribunaux n'aurait pas une très-grande valeur, car certes cette inégalité ne serait pas plus grande qu'elle ne l'est actuellement; ce qu'on reconnaît en comparant entre elles les sentences prononcées par les trois tribunaux militaires qui furent créés pour la dernière campagne.

Pour donner une idée du travail de ces tribunaux, dont le premier avait son siège à Berne et plus tard à Vevey, le second à Zurich et le troisième à Bellinzona, il suffira de dire,

que le tribunal n° 1 a prononcé 29 sentences,

„ „ „ „ 2 „ „ 36 „

„ „ „ „ 3 „ „ 5 „

en tout 70 sentences, desquelles une seule a été rejetée par la cour de cassation siégeant à Berne.

Les 69 sentences devenues exécutoires embrassent 246 personnes, dont 231 militaires et 15 bourgeois. Ces jugements libéraient de l'accusation 31 personnes, en renvoyaient 8 à une punition disciplinaire par les chefs de corps, et en condamnaient 207, dont 198 militaires et 9 bourgeois. La peine la plus grave consiste en 8 ans de travaux forcés et la plus légère en 10 jours d'emprisonnement.

Le tableau ci-joint fait voir comment les délits et les condamnations se répartissent entre les divers cantons.

MILITAIRES DU CANTON de	HOMICIDE.	LÉSION.	INSUBORDINATION.	ABUS DU POUVOIR.	VOL.	PILLAGE.	FRAUDE.	ABUS DE CONFIANCE.	DÉSERTION.	ABANDON DE POSTE.	TOTAL.
Berne	2	5	5	—	2	2	1	—	76	—	93
Tessin	—	1	—	—	—	—	—	—	28	—	29
Zurich	—	—	22	—	—	—	—	—	—	2	24
Saint-Gall	—	—	16	—	2	—	—	—	1	—	19
Argovie	—	2	1	—	—	1	—	2	3	—	9
Schaffhouse	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	8
Vaud	2	1	—	—	1	2	—	—	—	—	6
Soleure	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	3
Thurgovie	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	3
Genève	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3
Bâle-Campagne	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Glaris	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
12 cantons.	4	9	56	1	10	5	1	2	109	2	199

De 38 demandes en grâce, 24 ont été présentées au général pendant la durée de son commandement et 12 au conseil fédéral de la guerre après son licenciement; 25 de ces demandes durent être refusées, mais quant aux autres, elles ont donné lieu à des réductions notables dans les peines prononcées contre 83 individus.

Le temps pris en moyenne par l'instruction a été de 12 jours et de 42 pour la procédure entière. On explique cette longue durée par la considération que plusieurs des officiers supérieurs désignés, soit pour la chambre d'accusation, soit pour les tribunaux, ne pouvaient pas quitter de suite leur poste à l'armée pour se rendre au lieu où le tribunal devait se rassembler; ils étaient nécessaires auprès des troupes pendant les grands mouvements des divisions, et leur départ aurait eu une fort mauvaise influence. Cet inconvénient serait évité si, par la suite, on nommait un tribunal pour chaque division. Le mode de nomination des membres des tribunaux est trop compliqué; il serait à désirer qu'il fût simplifié.

L'administration de la justice a du reste été bonne, et M. l'auditeur en chef l'a soigneusement surveillée. Ce haut fonctionnaire a été dans le cas d'expédier plus de 700 rapports, directions et lettres d'office, et de préparer 13 décrets différents, non compris l'examen des sentences rendues par les tribunaux, et des demandes en grâce.

II. COMMISSARIAT DE LA GUERRE ET SERVICE SANITAIRE.

Le commissariat de la guerre a eu une tâche extrêmement difficile à remplir et il faut reconnaître que M. le commissaire des guerres en chef s'est donné toute la peine possible pour mettre de l'ordre et de la célérité dans l'administration de sa branche. Ce n'était pas peu de chose, que de remplir des magasins, de pourvoir aux besoins d'argent, de vivres et de fourrage pour une armée de 100,000 hommes, subitement rassemblée, sur une étendue de plus de 50 lieues, et de créer les moyens de transport. On manquait, au début, d'hommes expérimentés et il fallait beaucoup d'énergie pour ne pas perdre courage devant les difficultés et les exigences toujours croissantes. Là où les commissaires de division développaient de l'activité et savaient tirer parti des ressources qu'offrait le pays, les choses marchaient bien; mais, là où ils se bornaient à attendre les convois sans prendre des mesures pour les faire arriver, on entendait beaucoup de plaintes de la part des militaires et des bourgeois. Toutefois ce service s'est organisé et l'armement a procuré à la Confédération un personnel plus nombreux du commissariat, et ceux qui le composent y ont acquis plus d'expérience.

L'administration du service sanitaire a eu aussi, dans les commencements, de grandes difficultés à vaincre; il n'y avait qu'un petit nombre de médecins ou de chirurgiens de l'armée qui connussent bien leurs obligations comme militaires, et il a fallu tout le zèle de M. le médecin en chef pour organiser le service sanitaire d'une manière convenable.

Le tableau des tués et des blessés, ainsi que des militaires qui sont morts aux hôpitaux par suite de leurs blessures, a été dressé par M. le médecin en chef dès le mois de novembre 1847 et remis à toutes les députations siégeant à Berne, pour être transmis à leurs gouvernements respectifs. Ce tableau est donc connu et il n'est pas nécessaire d'en donner ici le résumé, qui porte à 301 hommes la totalité des tués et des blessés. Venons à d'autres détails.

L'organisation des ambulances était d'autant plus difficile qu'une grande partie des objets d'hôpitaux appartenant à la Confédération, se trouvait à Lucerne, d'où on ne put les retirer qu'après l'occupation de cette ville.

Des cours réguliers d'instruction pour les officiers de santé, seraient d'une grande utilité; on pourrait alors obvier à des abus et à des irrégularités dans la manière d'exécuter les réglemens. Il faudrait aussi donner une instruction suffisante aux économes des ambulances et aux garde-malades.

Quant au transport des blessés du champ de bataille dans les ambulances et de là dans les hôpitaux, toutes les prescriptions réglementaires manquent encore, et il semble pourtant convenable de bien organiser ce service. Il faudrait des hommes spécialement destinés à cela, les fraters ne pouvant suffire; il faudrait de plus un train de voitures convenablement construites, placé sous une bonne direction, pour le transport des blessés. Le chargement des pharmacies sur les fourgons des bataillons ou compagnies d'artillerie n'est pas non plus convenable; ces voitures ne peuvent pas suivre sur le champ de bataille, et c'est pourtant à proximité des combattants que les médecins ont besoin des pharmacies. Il serait donc bon de construire des voitures à part pour les pharmacies et pour l'usage des médecins.

Les vétérinaires sont en trop petit nombre, et on en trouve souvent qui manquent même de connaissances suffisantes et qui ne possèdent pas seulement les instruments indispensables. Il est donc nécessaire de vouer une plus grande attention à l'instruction des vétérinaires et de porter aussi cette branche militaire au degré qu'elle mérite d'occuper. Là où les vétérinaires étaient bons, les chevaux se trouvaient en bon état, et les dédommagements à payer étaient modérés, tandis qu'ailleurs on trouvait beaucoup de chevaux malades par suite de négligence.

Il est à désirer que les observations faites dans ce rapport et transmises à qui de droit, donnent lieu à des améliorations de notre système militaire et que l'expérience acquise dans la dernière campagne porte des fruits pour le bien de la patrie commune.

Conclusion.

Le soussigné croit ne s'acquitter que d'un devoir strict en exprimant, à la fin de ce rapport, son entière satisfaction sur la manière dont il a été secondé par tous ses subordonnés. Sa tâche était difficile; s'il s'en est acquitté de manière à mériter l'approbation de la haute diète, c'est à eux qu'il le doit en grande partie, ainsi qu'au bon esprit qui a constamment animé les troupes fédérales.

Messieurs les commandants des sept divisions de l'armée, ceux de l'artillerie, du génie et de la cavalerie, méritent tous les éloges par leur ponctualité dans l'exécution des ordres, la fermeté qu'ils ont déployée dans mainte occasion, le bon exemple qu'ils donnaient à leurs troupes, leurs efforts pour fournir à leurs besoins et maintenir parmi elles une bonne discipline, autant que les circonstances pénibles où l'on se trouvait et la rapidité des mouvements le permettaient. Monsieur le commissaire des guerres en chef a constamment fait tout ce qui était humainement possible pour se procurer les approvisionnements et pour assurer aux différents corps de l'armée la subsistance qu'il eût été bien difficile de tirer en entier des communes occupées, sans les écraser; l'armée lui doit des remerciements. Elle en doit aussi à M. le médecin en chef pour les soins empressés qu'il a donnés aux malades et aux blessés, et la peine qu'il s'est donnée pour l'organisation des hôpitaux. M. l'auditeur en chef a fait, de son côté, pour l'administration de la justice militaire, tout ce qu'on pouvait attendre d'un caractère ferme, autant qu'éclairé, impartial et conciliant.

Le soussigné a particulièrement à se louer des rapports intimes et journaliers qu'il a eus avec l'adjudant-général et le chef d'état-major; ils ont été constamment faciles et agréables. Il a obtenu de ces officiers supérieurs la coopération la plus franche et la plus active; aussi se plaît-il à reconnaître qu'il a dû beaucoup à leur expérience militaire, à leurs bons conseils, à leur zèle et à leur dévouement soutenu. La haute diète ne pouvait pas faire un choix plus heureux, pour les fonctions importantes du chef d'état-major de l'armée, que celui qu'elle a fait dans la personne de M. le colonel fédéral Frei-Herose.

Maintenant que la crise est passée et que la Suisse, par le développement de ses forces, a pris au milieu des nations une position respectable, puissent les Confédérés, oubliant leurs dissentiments, s'efforcer de la maintenir, en serrant de plus en plus le lien qui les unit et en se mon-

trant toujours prêts à défendre, envers et contre tous, leur indépendance et leur neutralité. Que le Dieu du Grütli accorde à notre chère patrie sa puissante protection!

Genève, le 14 juin 1848.

L'ex-Commandant en chef de l'armée fédérale:

G.-H. DUFOUR.

